

La Grande Guerre (1914-1918)



ISBN : 978-2-37184-056-0

herodote.net

La Grande Guerre (1914-1918)

André Larané

De la paix armée à la Grande Guerre (p. 2)

. 28 juin 1914 : l'attentat à Sarajevo (p. 10)

. 5-23 juillet 1914 : l'ultimatum à la Serbie (p. 15)

. 1^{er} août 1914 : début de la Grande Guerre (p. 23)

Les opérations de la Grande Guerre (p. 28)

. 11 novembre 1918 : l'Armistice (p. 43)

. convention d'armistice (p. 50)

. 28 juin 1919 : paix bâclée à Versailles (p. 55)

Les séquelles de la Grande Guerre (p. 64)

1871-1914

De la paix armée à la Grande Guerre

La Grande Guerre de 1914-1918 est à tort appelée Première Guerre mondiale. Les Américains la qualifient plus justement de « *Guerre européenne* » (*The European War*) car elle s'est déroulée pour l'essentiel sur le Vieux Continent.

Quand elle éclate, en août 1914, l'Europe est au sommet de sa puissance. Ses idées, ses produits et ses armes exercent leur emprise sur toute la planète sans autre concurrence que les jeunes États-Unis. Ses élites circulent sans entrave et baignent dans ce que l'on appellerait aujourd'hui la « *mondialisation heureuse* ». C'est la « **Belle Époque** ».



Paris vers 1900

Les peuples, bercés par les rapides avancées des sciences et des techniques, rêvent à des lendemains qui chantent. Leur optimisme est justifié car il n'existe objectivement en Europe aucune raison majeure de conflit... si ce n'est précisément le sentiment de toute-puissance et de supériorité qui pousse les dirigeants à ambitionner des conquêtes sans fin !

Des signes laissent entrevoir la catastrophe. Dix ans plus tôt, la France a enterré une rivalité de sept siècles avec l'Angleterre. Reportant son attention sur l'Empire allemand, elle a noué une alliance défensive avec le tsar de Russie. Certains exaltés songent à une *Revanche* qui leur rendrait l'Alsace et la Lorraine du Nord, enlevées en 1871. L'empereur allemand Guillaume II, lui-même quelque peu exalté, renforce sa flotte de guerre en vue de concurrencer sur les mers la Grande-Bretagne, la superpuissance de l'époque. Par solidarité germanique, il soutient aussi la frêle Autriche-Hongrie du vieil empereur François-Joseph Ier. Celui-ci s'inquiète des revendications belliqueuses des petits peuples balkaniques, tout juste libérés de la domination ottomane, et des visées de la Russie...

L'Europe à la veille de la Grande Guerre

On note en 1914 la très nette diminution du nombre d'États, en comparaison des siècles antérieurs et notamment de l'Europe issue des **traités de Westphalie** (1648).

Deux empires à dominante germanique et par ailleurs alliés, l'Allemagne (60 millions d'habitants) et l'Autriche-Hongrie (50 millions d'habitants), occupent le cœur du continent. Deux autres empires occupent les marges orientales : la Russie (130 millions d'habitants sur... 22 millions de km²) et l'empire ottoman (18 millions d'habitants).

L'Allemagne se rapproche davantage d'un État-Nation homogène que d'un Empire. Les trois autres empires sont des entités multiculturelles et multiethniques fragiles et soumises à de violentes tensions internes. Même l'Autriche-Hongrie n'y échappe pas, en dépit de sa relative prospérité.

Les trois autres puissances qui comptent sont le Royaume-Uni, 1^{ère} puissance mondiale (45 millions d'habitants), la France (42 millions d'habitants) et accessoirement l'Italie (35 millions d'habitants).



Triple Alliance

- Empires centraux signataires
- États signataires réservés
- États proches des Empires centraux

Triple Entente

- États signataires
- États proches des États de la Triple Entente

500 km

© AFDEC

Hubris européen

En l'absence de menace extérieure qui aurait pu contraindre les Européens à se rapprocher, chacun soupçonne son voisin de vouloir l'agresser !

Dès les années 1880, les grandes puissances se tiennent les unes les autres en respect, comme des *cow-boys* prêts à dégainer, tiraillées entre la peur de l'agression et le désir de nouvelles conquêtes. Ce sont en définitive les petits États qui, plus libres de leurs mouvements, vont semer le désordre et entraîner le *Vieux Continent* dans la catastrophe.

Les Britanniques n'éprouvent guère plus de sympathie pour les Français que pour les Allemands. Les Allemands et les Russes ont parfois la tentation de se rapprocher au détriment de l'Autriche-Hongrie. Les Russes manifestent leur soutien à la Bulgarie avant de la lâcher au profit de sa rivale serbe etc.

La guerre générale menace à plusieurs reprises, depuis l'annexion unilatérale de la Bosnie-Herzégovine (5 octobre 1908) jusqu'au « ***coup d'Agadir*** » (1er juillet 1911).



Le chancelier Bethmann-Hollweg

La course aux armements bat son plein. Elle fait les choux gras des grands industriels de la sidérurgie sans pour autant que ceux-ci se mobilisent en faveur de la guerre (les capitalistes de tous les pays savent pertinemment qu'un conflit généralisé bousculerait les situations acquises et ne pourrait que leur être défavorable).

En janvier 1913, le chancelier allemand Theobald von Bethmann Hollweg présente au *Reichstag* une loi destinée à accroître les effectifs militaires et améliorer le matériel.

L'état-major français prend prétexte de cette menace nouvelle pour faire passer le service militaire obligatoire de deux à trois ans, avec le soutien du président de la République **Raymond Poincaré**, un patriote lorrain prêt à tout pour récupérer les provinces perdues.

La même année, la Belgique elle-même, quoique neutre, instaure le service militaire obligatoire. Il suffit bientôt d'une étincelle pour déclencher l'incendie.

La montée des tensions

La République française, jamais remise de la perte de l'Alsace-Lorraine, se rapproche en 1894 de la Russie autocratique en vue de prendre un jour l'Allemagne en tenaille. Dans le cadre de cette **alliance franco-russe**, les épargnants français sont massivement sollicités en vue de financer un réseau de chemin de fer qui permette à l'immense Russie de mobiliser au plus vite ses troupes sur sa frontière avec l'Allemagne !

Mais, au-delà des mers, la France poursuit sa compétition multiséculaire avec l'Angleterre. En 1898, Français et Anglais sont prêts à se faire la guerre pour **Fachoda**, quelques cabanes misérables au bord du Nil.

Heureusement, l'arrivée aux Affaires étrangères de Théophile Delcassé calme le jeu. Ce ministre pénétré du désir de récupérer l'Alsace-Lorraine pressent que la France aura un jour besoin pour cela de l'alliance anglaise.

Outre-Atlantique, les jeunes États-Unis n'échappent pas à l'hubris (la démesure) occidentale. En 1898, gagnés à leur tour par la folie coloniale, ils volent aux Espagnols leurs dernières colonies d'Amérique et mettent la main sur les Philippines au prix d'une **guerre très meurtrière**. Ils mettent aussi la main sur l'isthme de Panama grâce à une **cynique machination**.



Théophile Delcassé

Ce que voyant, l'Allemagne, devenue la troisième puissance industrielle du monde derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, réclame à son tour sa part de colonies. Mais elle se fait rabrouer de façon humiliante par les Britanniques.

Compétition navale



Afin de pouvoir jouer dans la cour des Grands, l'empereur **Guillaume II** décide en 1898, avec le concours du grand amiral Alfred von Tirpitz, de se doter d'une flotte de guerre capable de rivaliser avec la *Royal Navy*. Ses efforts dans ce domaine resteront néanmoins très insuffisants. En 1913, les Britanniques conservent une incontestable suprématie navale avec 63 bateaux de ligne en mer et 15 en chantier, ainsi que 42 cuirassés et même 70 sous-marins ; l'Allemagne n'en dispose respectivement que de 33, 8, 13 et 23.

La supériorité britannique est d'autant mieux assurée que, depuis 1911, à l'initiative du Premier Lord de l'Amirauté, un certain **Winston Churchill**, la *Navy* a choisi de convertir ses chaudières au charbon par des chaudières au fioul, beaucoup plus performantes.

En 1904, l'Angleterre, qui s'émeut plus que tout de la pression russe dans ses zones d'influence, en Asie, choisit de se rapprocher de la France dans le désir de tempérer les ambitions du tsar Nicolas II. C'est l'**Entente cordiale**. Dans le même temps, toujours désireuse d'affaiblir la Russie, elle encourage le Japon à lui **faire la guerre**.

Lourdement défaits et chassés d'Extrême-Orient, les Russes orientent dès lors leurs ambitions vers les Balkans, où l'empire ottoman n'en finit pas de se décomposer.

Pour les Allemands, qui avaient parié sur la neutralité anglaise, l'*Entente cordiale* fait l'effet d'une douche froide.

L'empereur Guillaume II veut la mettre à l'épreuve et montrer aux Français qu'« *une marine n'a pas de roues* », autrement dit que la Grande-Bretagne, si forte qu'elle soit sur les mers, ne peut être d'aucun secours pour son alliée sur le continent. Le 31 mars 1905, **il débarque à Tanger**, au Maroc, signifiant son opposition à la mainmise de la France sur ce pays. Le ministre Théophile Delcassé, qui tente d'entraîner son pays dans la guerre, est poussé à la démission mais l'alliance franco-britannique tient bon.

Dans un deuxième temps, Guillaume II essaie de détacher la Russie de la France. Le 23 juillet 1905, son yacht, le *Hohenzollern*, mouille près de Björkö, un village de pêcheurs finlandais, tout à côté du yacht du tsar Nicolas II, *L'Étoile polaire*.





Sir Edward Grey

Les deux cousins en profitent pour dîner ensemble et tombent dans les bras l'un de l'autre. Mais leur rapprochement tourne court sitôt qu'ils retrouvent leurs conseillers et ministres. L'initiative a toutefois pour effet d'attiser les craintes de l'Angleterre, sur laquelle règne leur oncle, le roi **Édouard VII** !

Afin de prévenir une alliance germano-russe, le nouveau responsable du *Foreign Office*, Sir Edward Grey, décide d'aplanir les différends avec la Russie, à la grande satisfaction de son homologue français.

La convention anglo-russe du 31 août 1907 convertit l'alliance franco-russe et l'Entente cordiale en une *Triple-Entente* destinée à faire front à la Triple-Alliance ou *Triplique* qui réunit plus ou moins depuis le début du siècle l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

La poudrière balkanique

En Serbie, en 1903, un groupe d'officiers ultra-nationalistes a **massacré la famille royale** et placé sur le trône une nouvelle dynastie. Ces officiers ne vont cesser de tramer des conspirations en vue de créer une *Grande Serbie* fantasmée, aux dépens de leurs voisins et de l'Autriche-Hongrie en particulier.

En attendant, prenant prétexte de la **révolution des « Jeunes-Turcs »** à Constantinople, le baron Aloïs von Aerenthal, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, négocie en sous-main avec son homologue russe Alexandre Izvolski un partage d'influence sur les Balkans et Constantinople. Puis il convainc le vieil empereur **François-Joseph Ier** d'annexer le 5 octobre 1908 la Bosnie-Herzégovine, une province turque dont la garde lui avait été provisoirement confiée trente ans plus tôt, lors de la **conférence de Berlin**.

La veille, à l'instigation de Vienne, Ferdinand de Bulgarie avait proclamé l'indépendance pleine et entière de sa principauté, que la même conférence avait laissé sous la souveraineté théorique de la Turquie.



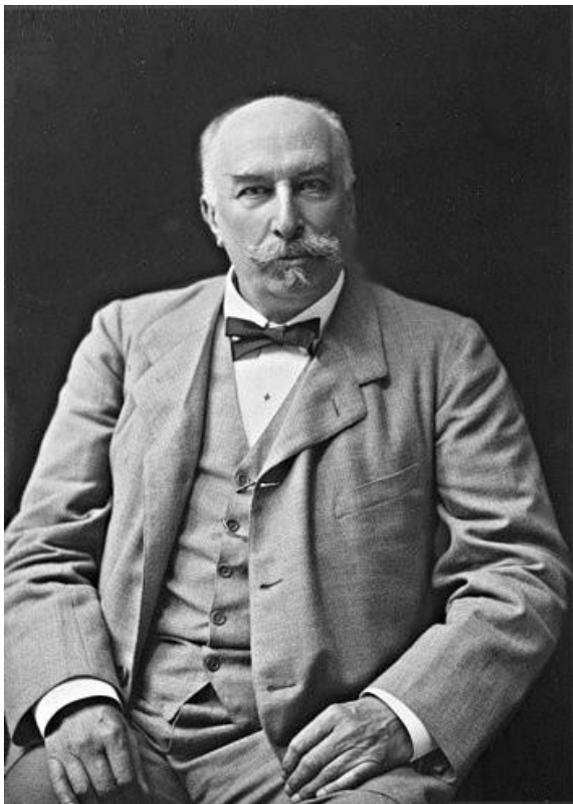
L'empereur François-Joseph Ier

Ces violations unilatérales du traité de Berlin provoquent un regain d'agitation dans les Balkans. La Serbie, précédemment inféodée à l'Autriche-Hongrie, émet des visées sur l'ensemble des Serbes de la région, y compris en Bosnie-Herzégovine. Des officiers fondent à Belgrade une association secrète, **La Main noire**, qui ouvre des camps d'entraînement et prépare des attentats. Elle sera à l'origine de celui de Sarajevo.

La Russie est déçue de n'avoir pas obtenu l'ouverture des Détroits qui ferment la mer Noire en contrepartie de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle soutient derechef la Serbie dans ses revendications et ne recule finalement que grâce à la ferme intervention du chancelier allemand, le prince Bernhard von Bülow.

Ce précédent laissera des traces six ans plus tard, quand, après l'attentat de Sarajevo, les dirigeants de Vienne et Berlin croiront pouvoir à nouveau obtenir un recul de la Russie...

Là-dessus, en 1911, alerte rouge au Maroc. L'Angleterre a promis en secret à la France qu'elle pourrait mettre la main sur ce sultanat indépendant, en échange d'une prise de possession de l'Égypte par eux-mêmes. La France précipite les choses en expédiant des troupes au Maroc sous le prétexte de « *protéger* » le souverain. Les Allemands, qui se sentent floués, envoient une canonnière à Agadir. Les Français protestent et les Anglais surenchérissent en menaçant l'Allemagne d'une guerre. **Joseph Caillaux** calme le jeu.



Giovanni Giolitti

État pour obtenir un accès à la mer.

Le 22 avril 1913, le gouverneur turc de Scutari cède sa ville au Monténégro, mais sous la pression diplomatique de l'Autriche, le roi Nikola est obligé de la restituer aux Albanais. Enfin, le 30 mai 1913, un traité signé à Londres met fin aux hostilités. Pas pour longtemps.

Les Serbes, mécontents que les Bulgares se soient appropriés la plus grande part du gâteau, nouent une nouvelle coalition contre ceux-ci, avec les Grecs et les Turcs. Les Austro-Hongrois sont tentés d'entrer à leur tour en guerre contre la Serbie. Ils en sont dissuadés par l'Allemagne.

Mais, voyant que la France s'installe au Maroc, le gouvernement italien de Giovanni Giolitti estime qu'il est temps pour lui de **se saisir de la Libye**, dernière possession ottomane en Afrique. La France ne lui en a-t-elle pas secrètement donné le droit dix ans plus tôt ?

Sitôt dit, sitôt fait. Le 3 octobre 1911, des troupes italiennes débarquent à Tripoli, en vue d'enlever la Libye à la Turquie. Cette violation délibérée du droit international, approuvée par la Triple-Entente, déclenche les appétits des **petits États balkaniques**.

Le succès italien ravit les Serbes. Ils se disent que le moment est venu de liquider ce qui reste de possessions ottomanes en Europe et se liguent avec les Bulgares contre les Turcs.

Le 18 octobre 1912, une **première guerre balkanique** voit les Bulgares arriver aux portes d'Istanbul. Il s'ensuit la reconnaissance d'une Albanie indépendante. Mais les Serbes et leurs alliés monténégrins tentent d'envahir le nouvel

Le traité de Bucarest du 10 août 1913 met fin à cette seconde guerre balkanique et restitue Andrinople aux Turcs. Il se solde aussi par un renversement des alliances. La Russie lâche la Bulgarie au profit de ses vainqueurs, la Serbie et la Roumanie, cependant que la Bulgarie, faute de mieux, se rapproche de l'Autriche-Hongrie !

« *Le feu tue !* »

Ces guerres balkaniques révèlent les redoutables effets de la révolution intervenue dans l'armement, avec l'apparition des mitrailleuses ainsi que des canons de grande puissance et de longue portée, avec des obus à fragmentation qui déchiquent les chairs.

Las, les états-majors occidentaux passent outre cette révélation : « *le feu tue !* ». Ils ignorent tout autant les leçons de la guerre de Mandchourie, en 1905, qui a montré que les armées d'infanterie n'avaient d'autre solution que de s'enterrer dans des tranchées pour se protéger de l'artillerie et des obus à fragmentation.

Ces états-majors restent attachés au modèle du XIXe siècle et des guerres napoléoniennes : des guerres courtes, avec des offensives à outrance qui emportent la victoire en quelques semaines ! À l'automne 1914, après les premiers mois de la Grande Guerre, ils comprendront enfin que l'artillerie moderne rend vaine ces offensives en rangs serrés, baïonnette au canon.



En 1913, les tensions s'exacerbent. L'Allemagne, en juillet, décide de porter à 820 000 hommes les effectifs de son armée de temps de paix. Pénalisée par une population bien inférieure, la France prolonge dans le même temps le service militaire obligatoire de deux à trois ans, ce qui porte à 750 000 hommes son armée de temps de paix. Enfin, la Russie, en mars 1914, prévoit de porter de 460 000 à 1,7 millions d'hommes les effectifs de son armée de temps de paix.

Quand survient l'assassinat de François-Ferdinand, le 28 juin 1914, nul ne s'inquiète outre-mesure en Europe. Les opinions publiques occidentales y voient une nouvelle manifestation de la sauvagerie balkanique et chacun s'attend à ce que l'Autriche-Hongrie exerce des représailles contre la Serbie dans le cadre d'une troisième guerre balkanique, aussi brève que les précédentes...

28 juin 1914

Attentat à Sarajevo

Le 28 juin 1914, l'héritier de l'empire austro-hongrois et son épouse sont assassinés à Sarajevo par un terroriste serbe, Gavrilo Princip (19 ans).

Imputé non sans raison à la **Serbie** par le gouvernement autrichien, l'assassinat de ces personnalités quasi-inconnues, dans une ville des Balkans dont l'immense majorité des Européens ignoraient jusqu'au nom, va servir de prétexte au déclenchement de ce qui deviendra la Première Guerre mondiale.



Assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme Sophie Chotek à Sarajevo

Un attentat aux ramifications troubles

Tout commence à Belgrade, capitale de la Serbie, où le chef des services de renseignements, le colonel Dragutin Dimitrievitch (« *Apis* ») pilote une organisation secrète terroriste, **La Main noire** (*Crna Ruka*), forte de plusieurs milliers de militants, entraînés à la guérilla et aux attentats. Elle prône l'extension de la Serbie à l'ensemble des territoires peuplés de Serbes, en **Autriche-Hongrie**, en Bulgarie ou dans les résidus européens de l'empire ottoman.

À l'étranger, elle encourage des mouvements politiques comme *Jeune Bosnie*, en Bosnie-Herzégovine. Cette ancienne province ottomane majoritairement serbe, dont Sarajevo est la capitale, était devenue un protectorat de Vienne avant d'être formellement **annexée par l'Autriche-Hongrie** le 5 octobre 1908, au grand mécontentement de la Serbie et des nationalistes serbes.

Jeune Bosnie milite pour le rassemblement de tous les Slaves du Sud (Serbes, Croates, Slovènes...) à l'intérieur d'une **Yougoslavie**. Son rêve se réalisera à la fin de la Grande Guerre... au prix de plusieurs millions de morts. En attendant, le mouvement s'est fait connaître lorsqu'un de ses membres, Bogdan Zerajic, a tiré sur le gouverneur de Bosnie à l'ouverture du Parlement, le 3 juin 1910. Ayant manqué sa cible, il s'est suicidé sur le champ et sa tombe est devenu un lieu de pèlerinage pour tous les nationalistes serbes.

Gavrilo Princip n'a pas manqué de s'y rendre le 28 juin 1914, peu avant de tuer l'archiduc, car lui aussi appartient à *Jeune Bosnie*.

Il a projeté avec cinq autres membres du mouvement, dont un Bosniaque musulman, d'assassiner un haut fonctionnaire autrichien. Mais quand ils ont appris au printemps l'arrivée à Sarajevo de l'héritier de l'empire d'Autriche, ils se sont dits qu'il ferait encore mieux l'affaire...

Un voyage officiel ressenti comme une provocation



L'archiduc et sa femme sont accueillis à Sarajevo

L'archiduc François-Ferdinand (51 ans) a décidé de visiter la Bosnie-Herzégovine en qualité d'inspecteur général des forces armées. Il participe pendant deux jours à des manœuvres militaires près de la frontière serbe.

Le dimanche 28 juin, il est rejoint par sa femme et prévoit d'assister avec elle à une parade à Sarajevo, capitale de la province.

Cette visite officielle, le jour de la fête nationale serbe, anniversaire de la mythique **bataille de Kosovo Polié**, est comprise comme une provocation par les nationalistes de la région et d'ailleurs.

Belgrade ne s'est pas fait faute d'aviser Vienne du risque d'attentat de la part de la *Main noire*. Malgré cela, la police locale assure seule la sécurité de l'héritier du trône impérial !

À 9h35, le couple princier est accueilli par le général Oskar Potiorek, gouverneur de Bosnie, à la gare de Sarajevo. Le cortège officiel de six voitures se dirige vers l'hôtel de ville. L'atmosphère de la ville est à la liesse, démentant les inquiétudes des officiels. Il est vrai que l'immense majorité des Bosniaques n'a guère à se plaindre de la tutelle autrichienne. Leur sort est beaucoup plus enviable que celui des habitants de la Serbie.

Mais dans un café de la ville se retrouvent les six conspirateurs de *Jeune Bosnie*, avec pistolets, bombes... et capsules de cyanure pour se suicider dans le cas où ils seraient capturés. Ils se postent en différents endroits sur le trajet que doit emprunter le cortège.

Le premier n'ose agir quand le cortège passe à sa hauteur. Trente mètres plus loin, sur le quai Appel, une large artère d'où chacun peut jouir du beau panorama montagneux qui entoure la ville, le second n'hésite pas et lance sa bombe. Mais elle rebondit sur la capote de la voiture de l'archiduc et blesse un officier et un garde de la voiture qui suit. Le conspirateur Gabrinovitch est arrêté. Il croque sa capsule de cyanure mais celui-ci étant éventé ne fait pas d'effet. La parade se poursuit comme si de rien n'était.

À l'hôtel de ville, le maire de la ville essuie la colère de l'archiduc. Décision est prise enfin d'interrompre les festivités de bienvenue. L'archiduc et son épouse choisissent de se rendre à l'hôpital pour visiter les blessés mais les chauffeurs ne sont pas informés du changement d'itinéraire... À 11h15, le chauffeur de la voiture de tête, qui transporte le maire adjoint de la ville, reprend le quai Appel. Conformément à ses premières instructions, il tourne brutalement à droite dans la petite rue François-Joseph, près du pont Latin (*Latinski Most*) sur la rivière Miljacka. La voiture suivante, qui transporte le couple princier, le suit. Le général Potiorek apostrophe le chauffeur : « *Pas par là ! Il faut continuer sur le quai* ».

La voiture s'arrête et, comme elle n'a pas de marche arrière, est repoussée sur le quai par les agents. L'un des comploteurs, Princip, qui se trouve opportunément à proximité, perdu dans la foule, y voit une ultime occasion d'agir. Il sort son revolver et tire deux coups... L'archiduc est touché puis sa femme, qui s'était jetée sur lui pour le protéger.

Elle meurt sur le coup tandis que François-Ferdinand décède au bout de dix minutes. Ses derniers mots sont pour sa femme : « *Sophie, Sophie, ne meurs pas. Reste en vie pour nos enfants* ». C'était leur quatorzième anniversaire de mariage.

La situation dérape

La mort tragique de **François-Ferdinand de Habsbourg** et de son épouse Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg, émeut l'opinion publique occidentale, même si les victimes n'étaient guère connues et encore moins populaires.

Par contre, les nationalistes serbes et même certains Hongrois cachent mal leur jubilation. Les uns et les autres en voulaient à l'archiduc de projeter d'émanciper les Slaves d'Autriche-Hongrie au risque de mettre à bas les privilèges de la noblesse magyare et de ruiner le projet de « *Grande Serbie* ».

À Belgrade, l'annonce de l'attentat relance les festivités liées à la commémoration de la bataille de Kosovo Polié. À Budapest, on se réjouit tout bas du mauvais sort fait à l'archiduc. Plus loin dans la mer du Nord, le *Kaiser* **Guillaume II** apprend la nouvelle de l'attentat alors qu'il est en croisière. Il rentre immédiatement à Berlin. Rien de tel à Paris ou plutôt à Longchamp où le président de la République française assiste au Grand Prix. Il attend la fin des courses pour en étudier les implications. À Vienne, l'empereur **François-Joseph Ier** ne montre guère plus d'émotion. Il est vrai qu'il appréciait son neveu et son épouse moins que quiconque.

L'archiduc François-Ferdinand est enterré à Vienne en catimini, selon le protocole inhérent à un inspecteur général des forces armées !



L'archiduc François-Ferdinand en 1910

Pendant ce temps, la police fait son travail. L'assassin a été arrêté aussitôt après l'attentat et a rejoint en prison son ami Gabrinovitch ainsi que plusieurs suspects.

L'enquête montre très vite que Princip a fomenté son attentat avec six complices. Ces derniers seront exécutés mais lui-même, qui n'a pas atteint l'âge de 20 ans requis pour être exécuté, sera condamné à 20 ans de prison. Il mourra quatre ans plus tard victime de la tuberculose !



Arrestation de l'assassin Princip à Sarajevo

En attendant, dès le 2 juillet 1914, trois membres du groupe assassin ont avoué avoir reçu leurs armes de Serbie avec la complicité de gardes-frontières.

Des indices convergents conduisent les enquêteurs à soupçonner des membres de la police serbe et des services secrets, y compris « Apis », d'avoir participé à l'organisation du complot. Et l'on est aujourd'hui pratiquement certain que le Premier ministre serbe Nikola Pasic avait eu vent de la préparation d'un attentat contre l'archiduc ¹.

Son gouvernement en a même discrètement averti les autorités austro-hongroises mais de façon trop évanescente pour que l'avertissement ait été pris au sérieux. Il a aussi pu donner des instructions pour l'empêcher mais elles sont restées lettre morte, de nombreux gardes-frontières ayant eu partie liée avec la *Main Noire*.

Il apparaît dès lors raisonnable à la plupart des chancelleries européennes - à l'exclusion notable de Saint-Pétersbourg - que Vienne exerce son droit de suite contre la Serbie et punisse celle-ci pour son implication dans le terrorisme bosniaque. Personne en Europe n'imagine que puisse dérapier un conflit local entre le prestigieux empire des Habsbourg et la Serbie archaïque, que l'on qualifierait aujourd'hui, à juste titre, d'« *État-voyou* ».

Le comte Berchtold, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, est lui-même impatient d'en finir avec l'agitation serbe. Le 4 juillet, sitôt acquises les preuves de l'implication serbe dans l'attentat de Sarajevo, il envoie un émissaire à Berlin solliciter l'appui de l'empereur Guillaume II.

Mais le vieil empereur François-Joseph Ier (84 ans) et le comte Tisza, Premier ministre hongrois, ne veulent à aucun prix de complications. Ils craignent avec quelque raison qu'une intervention contre la Serbie n'entraîne l'intervention du tsar de Russie aux côtés de Belgrade.

La dynastie des Habsbourg a tout à y perdre de même que les Hongrois de l'empire, qui doivent faire face aux revendications des autres minorités : Tchèques, Polonais, Serbes, Italiens, Roumains... Le comte Tisza, soucieux de ses seuls intérêts, veut avant toute chose s'assurer que la Roumanie du roi Carol ne basculera pas du côté des Serbes et des Russes, ce qui pourrait entraîner un soulèvement des Roumains de la province hongroise de Transylvanie !

Pour ces raisons, c'est seulement quatre semaines après l'attentat que Vienne se décidera à envoyer un ultimatum à Belgrade, quand l'émotion sera retombée et que les Russes auront pris activement fait et cause pour les Serbes.

¹ Voir *Les somnambules, Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre* (Christopher Clark, Flammarion pour la traduction française, 2013)... **En savoir plus**

5-23 juillet 1914

L'ultimatum à la Serbie

Le dimanche 5 juillet 1914, l'empereur allemand **Guillaume II** reçoit à Berlin l'émissaire du comte Berchtold, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères.

Le gouvernement bicéphale de Vienne, tiraillé entre la partie autrichienne et la partie hongroise, s'apprête à punir les Serbes pour leur implication dans l'assassinat de l'archiduc à Sarajevo mais il souhaite obtenir au préalable l'aval de son allié allemand.

Hésitations et reculades



Le comte Leopold Berchtold

Après l'attentat, dont tout laissait penser qu'il avait été inspiré, sinon commandité par les Serbes, la plus grande partie des ministres autrichiens, ainsi que le maréchal Conrad von Hötzendorf, chef de l'état-major austro-hongrois, exigent une opération militaire punitive contre Belgrade (dans le style de ce qu'ont fait les États-Unis en Afghanistan en 2001).

Le gouverneur de Bosnie Oskar Potiorek est l'un des plus remontés. Il porte, il est vrai, une responsabilité dans la mort de l'archiduc, n'ayant pas pris des mesures de sécurité suffisantes.

Le comte Leopold Berchtold, ministre d'Empire en charge des Affaires étrangères, manifeste au début quelques réticences. Ami personnel de François-Ferdinand, il pense comme lui qu'une guerre extérieure, si limitée soit-elle, aurait raison de l'équilibre fragile entre les peuples de l'empire.

Pourtant, lui aussi se rallie au principe d'une opération punitive. Le 30 juin, partageant au palais de Schönbrunn l'émotion du vieil empereur **François-Joseph Ier**, il convient avec lui que l'Autriche est allée au bout de sa « *politique de confiance* ».

Mais l'empereur exige qu'avant toute décision, on obtienne l'accord du Premier ministre hongrois, le comte Istvan Tisza, qui gouverne la Transleithanie, l'une des deux parties de la **Double Monarchie austro-hongroise**.

Ce dernier, en son for intérieur, n'est pas affecté par la mort du prince héritier, connu pour sa sympathie pour les minorités slaves de l'empire. Et il est opposé à une opération punitive immédiate pour une raison très personnelle : il veut au préalable s'assurer de la neutralité de la Roumanie. Si elle décidait de soutenir la Serbie, il pourrait en résulter des troubles en Transylvanie, une province hongroise majoritairement peuplée de Roumains !

Tisza demande un délai pour permettre au gouvernement serbe de « *prouver sa bonne volonté* ». Berchtold agréa sa demande et, en attendant, presse les enquêteurs de mettre au jour les ramifications du complot qui ont mené à l'attentat.

Tous les ministres austro-hongrois conviennent par ailleurs de la nécessité de consulter au préalable leur allié allemand et de s'assurer de son soutien. Dans les années précédentes, pendant les **guerres balkaniques**, ce soutien s'est montré défaillant et Vienne n'a pu, comme elle le souhaitait, calmer les ardeurs serbes.

Un émissaire autrichien à Berlin

Le comte Ladislas Hoyos, chef de cabinet de Berchtold, prend le soir du samedi 4 juillet le train pour Berlin, nanti d'un message de François-Joseph pour Guillaume II.

Le lendemain, il remet le message à l'ambassadeur autrichien à Berlin, Szögyényi, puis va voir le sous-secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, Arthur Zimmermann.

Celui-ci est d'avis que l'Allemagne ne se défilera pas et soutiendra l'Autriche quoi qu'il arrive, mais il entrevoit aussi le risque d'une guerre européenne.



L'empereur Guillaume II



Erich von Falkenhayn, ministre de la Guerre

Pendant ce temps, le *Kaiser* reçoit l'ambassadeur au *Neues Palais*, à Potsdam.

Zimmermann, le chancelier Theobald Bethmann-Hollweg et le général Erich von Falkenhayn, ministre de la Guerre de Prusse, retrouvent Guillaume II à 17 heures et examinent la lettre de François-Joseph.

Ils comprennent que l'Autriche est déterminée à agir et souhaitent que cela se fasse au plus vite, avant que les Russes ne soient en mesure de se mobiliser en faveur des Serbes.

Guillaume II, pour sa part, a quelque remords d'avoir dissuadé l'Autriche-Hongrie de punir la Serbie lors des guerres antérieures.

Il ne veut pas cette fois refaire la même erreur et fait dire à l'empereur François-Joseph Ier qu'il « se tiendra en toutes circonstances fidèlement aux côtés de l'Autriche-Hongrie ».

Puis, pour bien montrer que le conflit ne doit pas déborder du cadre local austro-serbe, le Kaiser part pour une croisière de trois semaines le long des côtes norvégiennes sur son yacht *Hohenzollern* ! Il ne croit pas à une intervention des Russes « puisque le tsar refuserait de se placer du côté des régicides », ainsi qu'il le dit à son secrétaire d'État à la marine avant de partir.

De plus, il est convaincu, comme son chancelier et la plupart des dirigeants européens, que les Russes ne sont pas encore prêts à soutenir une guerre européenne... mais qu'ils le seront dans un délai de trois ou quatre ans. Quel intérêt auraient-ils donc à précipiter l'échéance ?

Les Allemands notent que l'année précédente, pendant les **guerres balkaniques**, les Russes, qui menaçaient déjà d'intervenir, ont finalement reculé devant la détermination de l'Autriche-Hongrie. Et si, malgré tout, ils allaient cette fois au bout de leur menace, il vaudrait mieux pour les Allemands relever leur défi et briser tant qu'il en est encore temps la tenaille franco-russe.

Le lendemain, le chancelier reçoit l'ambassadeur austro-hongrois et le comte Hoyos. Il leur transmet la réponse du gouvernement allemand au gouvernement austro-hongrois. Les Autrichiens, rassurés, y voient un « *chèque en blanc* » qui leur donne toute liberté pour agir.



Le comte István Tisza

À Vienne, le ministre des Affaires étrangères Berchtold et le chef d'état-major austro-hongrois Hötendorf convainquent l'empereur **François-Joseph** d'envoyer une note comminatoire au gouvernement serbe.

Le Premier ministre hongrois, le comte István Tisza se rallie à leurs positions après avoir acquis la conviction que les Roumains de Transylvanie ne bougeraient pas et obtenu la certitude que Vienne n'annexerait aucune partie de la Serbie (il ne veut pas qu'augmente la part des Slaves au sein de l'Empire).

Mais le temps de se mettre d'accord au sein du gouvernement, on est déjà le dimanche 19 juillet. L'attentat de Sarajevo est oublié de l'opinion européenne.

L'émotion est retombée et chacun, sur le continent, a la tête ailleurs.

Le gouvernement austro-hongrois, trop précautionneux, diffère l'envoi de la note car au même moment, le président de la République française **Raymond Poincaré** et le président du Conseil René Viviani sont en visite officielle chez leur allié le tsar Nicolas II.

Une intervention contre la Serbie serait du plus mauvais effet sur les festivités de Saint-Pétersbourg et elle pourrait encourager les deux alliés à faire bloc commun contre l'Autriche-Hongrie.



Raymond Poincaré et le tsar Nicolas II à Saint-Pétersbourg le 20 juillet 1914

Le train présidentiel a quitté Paris le 15 juillet pour Dunkerque où les deux dirigeants français ont embarqué sur le cuirassé *La France*. Ils sont accueillis avec faste le 20 juillet à Cronstadt, la grande base russe de la Baltique. Dans les trois jours qui suivent, les entretiens franco-russes tournent autour de l'alliance et des moyens de la renforcer.

Le pacifique Viviani, peu au fait des affaires étrangères, laisse l'initiative au président. Il fait le déplacement à contre-cœur. « *Quelle sacrée corvée ! Nom de...* », s'emporte-t-il.

Pour sa part, prenant sciemment le risque d'une conflagration générale, Poincaré témoigne à Nicolas II de son soutien le plus ferme, y compris dans une affaire aussi localisée que le différent austro-serbe. Il confie à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Maurice Paléologue : « *Il faut prévenir Sazonov (le ministre russe des Affaires étrangères) des mauvais desseins de l'Autriche, l'encourager et lui promettre notre appui* ».

C'est qu'à deux reprises déjà, lors de l'**annexion de la Bosnie-Herzégovine** par l'Autriche-Hongrie (1908) et lors du **différent franco-allemand d'Agadir** (1911), l'alliance franco-russe a tourné court. À quoi rime une alliance si, à chaque fois qu'elle peut être utile, le partenaire fait faux bond ? Cette fois donc, dans l'esprit de Poincaré, il n'est pas question que la France se défile.

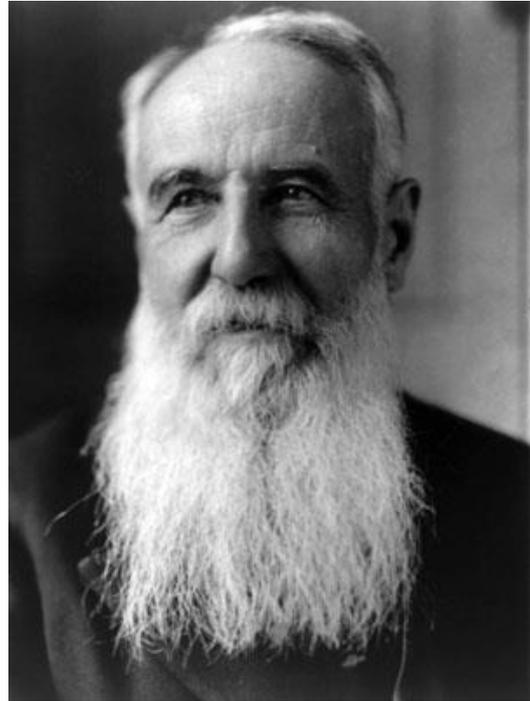
L'ultimatum

La note de Vienne est remise au gouvernement serbe le soir du 23 juillet, juste après que Raymond Poincaré et René Viviani s'embarquent pour le voyage du retour en France. Elle n'accuse pas le gouvernement serbe de complicité directe dans l'attentat de Sarajevo mais lui reproche seulement d'avoir « *toléré* » les organisations qui l'ont préparé.

La note est suivie d'un ultimatum en dix points comminatoires qui exige de Belgrade l'engagement public de ne plus accepter d'aucune façon les menées terroristes en Bosnie et d'interdire toute forme de propagande antiautrichienne sur son sol (points 1 à 3).

Il exige aussi que soient recherchées et punies les personnes qui ont trempé dans l'attentat de Sarajevo, y compris chez les militaires et les gardes-frontières, et demande que des fonctionnaires austro-hongrois participent à l'enquête en Serbie même (points 4, 5, 6 et 8). Le point 7 exige l'arrestation du major Tankosic, qui a de fait organisé l'attentat (mais il a quitté le pays sans attendre).

Enfin, le point 6 exige que Belgrade « *accepte la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal (austro-hongrois) dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie* ». Ce point est le plus difficile à admettre car il porte atteinte à la souveraineté du gouvernement serbe.



Le Premier ministre serbe Nikola Pasic

Le gouvernement serbe a 48 heures pour répondre à ces dix points quelque peu humiliants. Au terme d'une réunion de crise, il se montre malgré tout disposé à les accepter, sachant qu'il ne peut guère attendre de soutien en Europe du fait de la **mauvaise réputation de la Serbie** (on la qualifierait aujourd'hui d'« *État-voyou* » au vu de ses agissements depuis l'**assassinat du précédent roi**).

Il s'en remet en définitive à son grand allié, le tsar Nicolas II. Le prince régent de Serbie Alexandre lui télégraphie que « *la Serbie ne peut se défendre seule* » et que le gouvernement est prêt à accepter tous les points de l'ultimatum « *que Votre Majesté nous conseillera d'accepter* ».

Le compte à rebours

C'est alors que le tsar de Russie et son gouvernement s'immiscent comme on pouvait le craindre dans le différend.

Nicolas II a été quelques années plus tôt **humilié par le Japon**. Il craint que son régime, déjà déstabilisé par les revendications démocratiques ou révolutionnaires, ne résiste pas à une nouvelle humiliation du côté des Balkans.



Le tsar Nicolas II

Il est donc porté à soutenir les bellicistes qui, dans l'état-major et au gouvernement, en appellent à une politique de fermeté face à l'Autriche-Hongrie. Parmi eux figure le ministre des Affaires étrangères Sazonov qui a jugé que la Serbie ne pouvait accepter l'ultimatum « *sans commettre un suicide* ».

Il appartient à l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, l'ineffable Maurice Paléologue, ancien condisciple de Poincaré au lycée Louis-le-Grand, de faire basculer le destin du monde. Outrepassant gravement sa mission, en l'absence de ses supérieurs, il assure le tsar, le 24 juillet 1914, que la France remplira « *toutes les obligations imposées par l'alliance* » !

C'est ainsi que le matin du samedi 25 juillet, l'ambassadeur serbe à Saint-Petersbourg informe son gouvernement que Nicolas II se dispose à prendre la Serbie sous sa protection et, s'il le faut, décrètera une « *période de préparation à la guerre* ». Il s'agit de la procédure précédant la mobilisation !

À leur tour rassurés, les Serbes, qui étaient prêts à obtempérer à l'ultimatum de Vienne, changent de ton. Ils rédigent à la hâte une réponse à la note de Vienne par laquelle ils acceptent avec déférence tous les points de l'ultimatum mais à l'exception du point 6 qui exige l'immixtion de fonctionnaires austro-hongrois dans leurs affaires intérieures. Cela équivaut à une déclaration de guerre.

Le Premier ministre Nicolas Pasic remet le texte à l'ambassadeur austro-hongrois une heure avant l'expiration du délai fixé par Vienne. Selon les consignes très strictes qu'il a reçues, l'ambassadeur quitte aussitôt Belgrade avec sa famille et le personnel de l'ambassade. Ils n'ont que quelques kilomètres à faire pour atteindre la frontière. Le ministre Berchtold ne désespère pas d'un retournement serbe de dernière minute sous l'effet de la fermeté manifestée par Vienne.

Sans se faire d'illusions, les Serbes mobilisent leur armée. Les Autrichiens fanfaronnent en prévision de la guerre prochaine que l'on espère courte et localisée. Sigmund Freud, alors âgé de 58 ans, écrit : « *Pour la première fois depuis trente ans, je me sens autrichien et désire donner une seconde chance à cet empire dans lequel je ne plaçais que peu d'espoirs. Toute ma libido est offerte à l'Autriche-Hongrie* ».

À Paris, le garde des Sceaux Jean Bienvenu-Martin assure l'intérim des Affaires étrangères en l'absence de Poincaré (celui-ci cumule les fonctions de président et de ministre des Affaires étrangères). Il s'en tient à demander la modération aux Serbes et aux Allemands mais se garde d'intervenir auprès des Russes pour ne pas avoir l'air soit de lâcher l'alliance, soit de pousser à la guerre.

N'étant formellement l'allié de personne, le gouvernement de Londres choisit de ne rien faire qui complique la situation. Mais il appréhende une guerre qui déboucherait sur une victoire de l'Allemagne et une rupture de l'équilibre européen. Il propose en vain de réunir les grandes

puissances autour d'une table pour régler le problème selon la pratique du « *concert européen* », si souvent fructueuse.

À Berlin, le 26 juillet, l'ambassadeur français Jules Cambon avertit le ministre allemand des Affaires étrangères, Gottlieb von Jagow : « *Vous allez vous trouver seul contre l'Europe entière, n'ayant comme allié qu'un empire vermoulu* »². L'avertissement est inutile car le compte à rebours est engagé. Déjà, à Berlin comme à Paris, Moscou et Vienne, les militaires, soucieux de ne pas être pris de court, pressent les responsables politiques de leur laisser les manettes.

Vienne déclare la guerre à Belgrade le mardi 28 juillet et envahit le petit pays sans attendre. À ce moment, la moitié de l'armée russe est déjà sur le pied de guerre.

À Paris, cependant, les journaux sont accaparés par le procès d'**Henriette Caillaux**. La femme du ministre des Finances avait tué quelques mois plus tôt le directeur du *Figaro* et son mari, qui prêchait la conciliation avec l'Allemagne, s'était mis provisoirement en marge de la scène politique. Elle est acquittée ce jour-là.

À la Une

Le 29 juillet 1914, le quotidien *Le Matin* titre en Une : *Mme Caillaux est acquittée*, mais aussi :

- *La guerre austro-serbe est déclarée ;*
- *La guerre européenne peut encore être évitée ;*
- *Le calme de la Russie fait en ce moment la sécurité de l'Europe ;*
- *On assure que l'Autriche se bornera à une « démonstration militaire ».*

Le 29 juillet 1914, Saint-Pétersbourg avertit Paris de ce qu'un ordre de mobilisation partiel a été ordonné par le tsar. Normalement, selon le **traité franco-russe** de 1904, les Russes auraient dû consulter leur alliée avant de prendre cet ordre. Ils n'en ont rien fait mais personne ne leur en fait reproche. On n'en est plus à ces détails-là ! Réuni dans l'urgence, le gouvernement français avalise la décision russe. « *Misérables ! Vous avez déchaîné la guerre !* » rugit Joseph Caillaux, le chef du parti radical, quand il l'apprend.

Pendant ce temps, Viviani et Poincaré, ignorant presque tout des événements des derniers jours, débarquent du *France* à Dunkerque. Ils sont acclamés par la foule au cri de « *Vive l'armée* » ou même « *Vive la guerre !* »

Guillaume II et Bethmann-Hollweg ont conscience du cataclysme qui se prépare. Le chancelier allemand prévient les gouvernements de Londres, Paris et Saint-Pétersbourg que les mesures préparatoires du tsar pourraient obliger les Allemands à mobiliser si elles n'étaient pas rapidement levées. C'est que, dans l'éventualité d'un conflit, l'avantage est au belligérant le plus rapide !

Le *Kaiser* télégraphie à plusieurs reprises à son cousin Nicolas II en lui demandant de ne rien commettre d'irréversible contre l'Autriche-Hongrie.

Le tsar se fait hésitant. Par le caractère « *partiel* » de sa mobilisation, il a voulu signifier qu'il n'en voulait qu'à l'Autriche-Hongrie. Il espérait encore dissocier l'Allemagne de celle-ci. En soirée, malgré tout pris d'effroi, il annule l'ordre sur les instances de son entourage, y compris sa femme et le

² Jean-Yves Le Naour : « *1er août 1914, faire ou ne pas faire la guerre* » (***Les grandes décisions de l'Histoire de France***, Perrin, 2018).

guérisseur **Raspoutine**. Mais c'est pour se raviser le lendemain matin sous la pression comminatoire de ses généraux. Et dans l'après-midi du 30 juillet, apprenant qu'une forteresse des environs de Belgrade a été canonnée par les Austro-Hongrois, il en vient à donner l'ordre de mobilisation générale.

Plus rien ne semble pouvoir **empêcher une conflagration générale**.

L'état-major allemand peut se féliciter d'avoir été patient : le tsar porte la responsabilité du déclenchement des hostilités. Le lendemain 31 juillet, le général Helmut von Moltke, chef de l'état-major allemand, obtient la proclamation de l'état de danger de guerre (*Kriegsgefahrzustand*) et un ultimatum est adressé à la Russie.

De son côté, la France s'est retenue de toute attitude agressive pour ne pas indisposer son alliée britannique. Ainsi a-t-elle déployé dès le 30 juillet l'armée à la frontière mais à dix kilomètres en-deçà des bornes pour éviter un quelconque incident. Par ailleurs, quand Londres rappelle le 31 juillet à toutes les chancelleries que la neutralité de la Belgique lui tient à cœur, Paris abonde dans son sens !

À Paris, où la nouvelle de la mobilisation russe arrive seulement le 31 juillet, Jean Jaurès, chef du parti socialiste, comprend qu'il a été berné par le président du Conseil René Viviani qui, deux jours plus tôt, à son retour au ministère, l'a assuré faire tout son possible pour calmer les Russes. Jaurès menace de dénoncer dans la presse l'attitude irresponsable du gouvernement français.

Abel Ferry, neveu de **Jules Ferry** et sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'en dissuade amicalement : « *Vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue !* ». Jean Jaurès sera **assassiné le soir même**. Abel Ferry tombera au champ d'honneur le 15 septembre 1918.

On peut dire que trois coups de revolver, ceux de Princip à Sarajevo, Henriette Caillaux et Villain à Paris auront eu raison de la paix mondiale ! Pour faire bonne mesure, on peut ajouter celui qui pris la vie du Premier ministre russe **Stolypine**.

[cliquez sur la frise et suivez les événements de la période]



1^{er} août 1914

Début de la Grande Guerre



L'affiche de la mobilisation a été imprimée en 1904. La date du 1er août 1914 a été ajoutée à la main.

Le 10 août 1914, le quotidien socialiste *L'Humanité*, fondé par Jean Jaurès, écrit avec emphase : « Des entrailles du peuple, comme des profondeurs de la petite et de la grande bourgeoisie, des milliers de jeunes gens, tous plus ardents les uns que les autres, quittant leur famille, sans faiblesse et sans hésitation, ont rallié leurs régiments, mettant leur vie au service de la Patrie en danger. »

Si quelques jeunes bourgeois et intellectuels de droite comme de gauche se laissent prendre à la frénésie nationaliste, il n'en va pas de même de la grande majorité des appelés.

La plupart partent avec sérieux et détermination, sans manifestation de joie, avec simplement la conscience du devoir nécessaire.

Le samedi 1er août 1914, à 4 heures de l'après-midi, tous les clochers de France font entendre un sinistre tocsin. C'est la mobilisation générale.

Quelques minutes plus tôt, l'Allemagne a elle-même décrété la mobilisation générale et déclaré la guerre à la Russie.

La Grande Guerre commence.

Le Président de la République croit opportun de rassurer ses concitoyens par un ***Appel à la nation française*** : « La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur » !

Plus de deux millions de jeunes Français doivent rejoindre leur unité dans les jours suivants.



Départ des appelés à Paris (août 1914)

Les paysans, nombreux, gardent les pieds sur terre et manifestent une inquiétude tout à fait justifiée en songeant aux récoltes qui ne se feront pas et au risque de ne pas revoir le village natal.

Les forces en présence

Quand la Grande Guerre éclate, les deux principaux belligérants disposent de forces équivalentes en dépit de la disproportion démographique. La France (40 millions d'habitants) compte 500 000 soldats d'active et l'Allemagne (60 millions d'habitants) 550 000 soldats d'active. L'une et l'autre disposent en plus d'une réserve d'un million d'hommes immédiatement mobilisable.

En Angleterre, où n'existe pas le service militaire obligatoire, les jeunes gens répondent néanmoins en masse à l'appel aux armes. En France même, les étrangers francophiles sont nombreux aussi à s'engager volontairement, qu'il s'agisse des ouvriers italiens ou espagnols ou encore des intellectuels qui répondent à l'*Appel* lancé dès le 29 juillet 1914 par l'écrivain suisse Blaise Cendrars. A ces 88 000 étrangers s'ajoutent dix mille Alsaciens-Lorrains qui quittent en catimini leur terre d'empire pour rejoindre leur patrie de cœur.

Les fantassins allemands ont un uniforme relativement sobre dont la couleur se fond dans la poussière. Leur célèbre casque à pointe est motivé par le souci d'éviter les coups de sabre des cavaliers. Les fantassins français, quant à eux, n'ont pas encore de casque mais un simple képi.

Avec leur pantalon rouge (cible facile), les Français ressemblent à s'y méprendre à leurs aînés de la **guerre franco-prussienne** (1870), voire des guerres napoléoniennes. Ce colorant rouge, à l'origine fourni par la garance, une plante cultivée en France, l'est désormais par une firme allemande, la *Badische Anilin und Soda Fabrik* (BASF) ! Ce n'est qu'à partir de mai 1915 qu'apparaîtront l'uniforme bleu horizon et le casque rond du « **poilu** », autrement plus fonctionnels.



Le 2 août, l'espoir n'est pas perdu d'un arrangement de dernière minute. Pour éviter tout incident, les troupes françaises ont reçu l'ordre de s'éloigner de la frontière allemande d'une dizaine de kilomètres. C'est ainsi que le 44ème RI se replie jusqu'à Joncherey, sur le territoire de Belfort. Un poste de surveillance, en direction de Faverois, est confié à l'escouade du caporal Peugeot.



Le caporal Jules Peugeot, premier mort français de la guerre

Vers 10 heures, la sentinelle lance un cri : « *Voilà les Prussiens !* » Le caporal Peugeot saisit son arme et s'élançe vers la route : effectivement, un officier allemand à cheval vient de culbuter la sentinelle. « *Halte-là !* » Trois coups de revolver répondent aux sommations du caporal qui fait feu à son tour.

Les deux hommes sont mortellement blessés. Ce sont les premières victimes côtés français et allemand :

- le caporal français Jules André Peugeot (19 ans) est un instituteur originaire d'Étupes.
- l'autre victime, le sous-lieutenant allemand Albert Mayer (20 ans), du 5e régiment de chasseurs à cheval basé à Mulhouse, est originaire de Magdebourg (il sera inhumé à Illfurth, à côté de Mulhouse).

Le même jour, ce 2 août 1914, l'armée allemande envahit sans préavis le grand-duché de **Luxembourg**, État neutre. En soirée, l'Allemagne exige de la **Belgique**, dont la neutralité est également garantie par les traités internationaux, le libre passage pour ses troupes. Le gouvernement belge, soutenu par le jeune roi **Albert Ier**, rejette avec vigueur cette atteinte à sa souveraineté et à sa neutralité.

Le 3 août 1914, à 18 heures, l'Allemagne déclare la guerre à la France. En guerre depuis deux jours déjà contre la Russie, elle veut prévenir une attaque conjointe de la Russie et de la France contre son territoire et met en œuvre sans attendre le plan ébauché vingt ans plus tôt par un officier d'état-major.

Le plan Schlieffen

En attaquant la Russie, puis la France aussitôt après, l'Allemagne ne fait qu'appliquer le plan Schlieffen, du nom d'un général d'état-major prussien, le comte Alfred von Schlieffen, mort dix-huit mois plus tôt. Cet officier devenu chef du grand état-major allemand avait ébauché dès 1894 un plan pour permettre à l'Allemagne de combattre à la fois sur le front russe et sur le front occidental. C'était juste après la signature de l'**alliance franco-russe** qui menaçait son pays d'encerclement.

Pour Von Schlieffen, la Russie avait l'avantage du nombre mais était handicapée par son étendue et l'insuffisance de ses infrastructures de transport. En cas de conflit, elle serait très lente à se mobiliser. Du coup, le stratège allemand préconisait une attaque immédiate et brutale contre la France. Il s'agissait de la mettre hors d'état de nuire en quelques semaines, comme dans la **guerre franco-prussienne** de 1870, et ensuite seulement, de se retourner contre la Russie.

Il était vraisemblable que les Français porteraient leur effort sur les frontières du Nord-Est, sur les Ardennes et les Vosges, et qu'il serait difficile aux Allemands de forcer ces frontières, relativement bien protégées par les montagnes et les fortifications... Pour contourner l'obstacle, le comte von Schlieffen s'inspire de la stratégie inaugurée par... Hannibal à **Cannes** en 216 av. J.-C.

Il préconise un pivotement des armées autour des Ardennes, avec une offensive principale à travers la Belgique. Prises à revers, les troupes ennemies seraient amenées à bifurquer vers la plaine du Nord et il serait alors aisé de les écraser ou de les refouler vers la Suisse. À l'instant de mourir, le 4 janvier 1913, on dit que von Schlieffen eut encore la force de recommander à son successeur à la tête de l'état-major, Ludwig von Moltke : « *Renforcez l'aile droite !* »

Le chef d'état-major allemand, Helmuth Ludwig von Moltke (66 ans), est le neveu du grand Helmut von Moltke, autre chef d'état-major à l'origine des victoires de la Prusse sur l'Autriche et la France, à **Sadowa** et **Sedan**. Il applique le plan Schlieffen mais, à l'heure décisive, va l'édulcorer, n'ayant pas l'audace de ses prédécesseurs.



Helmuth Ludwig von Moltke

C'est ainsi qu'au lieu de jouer le tout pour le tout dans l'attaque de l'aile droite sur la Belgique, von Moltke choisit de maintenir par précaution deux armées en Alsace.

Ces deux armées feront cruellement défaut un mois plus tard, lorsque les Français lanceront sur la Marne la contre-offensive de la dernière chance.

Mais ce n'est pas le seul dérapage qui va affecter les Allemands... En ébauchant son plan, von Schlieffen a négligé le fait qu'il impliquait l'invasion d'un petit **pays neutre**, la Belgique...

Le 4 août 1914, dans une conversation téléphonique avec l'ambassadeur britannique, le chancelier Bethmann-Hollweg lui-même qualifie de **« chiffon de papier »** le protocole de 1831 qui garantit la neutralité belge.

Le même jour, au petit matin, deux divisions d'active massées à Aix-la-Chapelle se sont mises en marche et ont franchi la frontière en direction de Liège, première place fortifiée belge.



Affiche de mobilisation britannique avec le portrait du ministre Lord Kitchener

Or l'Angleterre, qui s'était jusque-là tenue à l'écart et considérait n'avoir rien à faire d'un conflit entre continentaux, ne tolère pas l'invasion d'un pays auquel la lient d'étroites relations politiques et économiques.

Ce 4 août 1914, elle déclare à son tour la guerre à l'Allemagne.

C'est une amère surprise pour l'empereur d'Allemagne, petits-fils de la défunte reine **Victoria**, qui avait espéré que Londres resterait à l'écart du conflit. Et c'est un immense soulagement pour les Français qui appréhendaient de supporter le choc de la guerre avec la seule alliance russe. Les voilà rejoints par les Belges et surtout les Britanniques !

Partout, on s'affaire à **mobiliser** les millions d'appelés, à les **concentrer** dans les casernes en vue de les équiper, puis à les **regrouper** sur les lignes de front dans un ballet impressionnant de milliers de trains.

Il y faut deux semaines en tout et pour tout, y compris dans l'immense Russie qui, **grâce aux épargnants français**, a pu s'équiper d'un réseau ferroviaire relativement dense. C'est dans ces conditions que va se jouer la « *bataille des frontières* » (14-24 août).

« *Union sacrée* » et *Burgfrieden*

Dans l'après-midi du 4 août 1914, le président de la République française Raymond Poincaré fait lire à la Chambre des députés et au Sénat un long message d'où l'on retient le passage suivant : « *Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique* ».

Pour la première fois apparaît l'expression « *Union sacrée* », curieuse venant d'un dirigeant laïque et anticlérical. De fait, elle va aboutir à l'union unanime du peuple, une exception dans une Histoire millénaire tissée de querelles et de guerres civiles.

En Allemagne aussi, le même jour, l'empereur, par la voix de son chancelier, en appelle à l'union de tous les Allemands sans différence de parti, d'origine ou de religion. Cette union est recouverte d'un vieux mot médiéval, *Burgfrieden*, la « *paix des forteresses* ».

Incompréhensible

En notre XXI^e siècle revenu de tout, il paraît incompréhensible que nos aïeux aient pu ainsi se jeter les uns contre les autres pour la défense de la patrie. Si incompréhensible que « *des publicistes en mal de publicité essaient de dénier tout courage aux combattants pour en faire simplement une chair à canon affolée et misérable* »³.

Il est symptomatique que les débats actuels portent prioritairement sur les mutins et fusillés de 1917, comme pour mieux souligner notre refus d'admettre la simple évidence : dans leur immense majorité, les conscrits ou volontaires de 1914 sont allés au combat sans joie mais avec détermination, parce qu'il le fallait pour leur pays et pour eux-mêmes... Leur calcul était après tout plus raisonnable que celui des sportifs de l'extrême qui risquent leur vie pour se prendre en photo dans les 40e rugissants, au fond d'un gouffre ou sur un pic de l'Himalaya.

Le plus remarquable n'est pas qu'il y ait eu un millier de fusillés pour cause de « *mutinerie* » dans l'armée française en 1914-1918 mais qu'il y en ait eu « *seulement* » un millier !

³ *La Grande Guerre, une Histoire franco-allemande*, Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich (Tallandier, 2014)

1914-1919 :

Les opérations de la Grande Guerre

1914

L'étincelle qui va embraser l'Europe survient aux marges du continent, à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, une ancienne province ottomane annexée par l'Autriche-Hongrie.

Le 28 juin 1914, un terroriste serbe tue l'archiduc Ferdinand, héritier de la couronne austro-hongroise, et sa femme. L'empereur allemand Guillaume II encourage François-Joseph Ier à donner une leçon à la petite Serbie. La Russie apporte son soutien à cette dernière, par solidarité slave. La France se sent obligée d'apporter sa garantie à la Russie. L'Allemagne, de son côté, se doit de soutenir l'Autriche...

C'est ainsi que l'équilibre européen va être victime de ses systèmes d'alliance. Entraînés par leurs engagements respectifs et poussés de l'avant par leurs opinions publiques, les dirigeants des grands États provoquent un conflit généralisé sans l'avoir vraiment voulu.

Face à l'escalade des déclarations officielles au mois de juillet 1914, le Royaume-Uni reste dans l'expectative, ce qui donne l'espoir à Guillaume II d'une victoire rapide sur la France.



Mobilisation à Paris, août 1914

Les stratèges allemands craignent par-dessus tout d'être pris en tenaille par la France et la Russie. Ils ne voient l'espoir du salut que dans une attaque immédiate et brutale de la France qui mettrait celle-ci hors de combat avant que la Russie ait eu le temps de mobiliser ses masses.

Comme dans un duel entre cow-boys, la victoire, croit-on, appartient au premier qui dégaine.

Sous la pression de ses généraux, qui craignent d'être pris de court, le tsar mobilise dès le 30 juillet.

Le 1er août 1914, l'empereur d'Allemagne riposte en lui déclarant la guerre et en mobilisant ses

troupes. La France mobilise à son tour dans les minutes qui suivent.

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et pour hâter les choses, **envahit la Belgique** dont la neutralité est garantie par Londres. Dès le lendemain, au nom de la parole donnée, les Anglais déclarent à leur tour la guerre à l'Allemagne. Seule l'Italie reste encore en-dehors du conflit, s'interrogeant sur le meilleur parti à prendre.

En quelques jours, six millions d'hommes se retrouvent ainsi sous les drapeaux ! D'un naturel pacifique mais animés par des sentiments nationaux très forts, les peuples européens, paysans et ouvriers, partent à la guerre avec le sentiment de devoir défendre leur pays, qui contre la menace slave (Allemagne), qui contre la menace germanique (France).

Chacun se résigne à un conflit que l'on espère court et, fait exceptionnel, on compte très peu de désertions dans tous les camps.



Volontaires britanniques en partance pour le Continent

Front occidental

En application du plan Schlieffen, l'Allemagne porte son effort principal sur la Belgique et la France du nord, prenant les Français à revers. Les affrontements révèlent une violence inconnue encore à ce jour du fait des ravages de l'artillerie sur les charges des malheureux fantassins.

Défait dans la « *bataille des frontières* » (14-24 août), le général en chef français, le placide et bedonnant **Joseph Joffre**, organise une retraite générale en bon ordre.

Les Allemands, trop heureux de leur succès, retirent deux divisions pour les envoyer vers le front russe. Du coup, ils renoncent à encercler Paris et contournent la capitale en bifurquant vers la Marne, au sud-est.

Erreur fatale. En présentant son flanc à l'ennemi, l'armée allemande se met en position de faiblesse.

Le général **Joseph Gallieni**, qui commande la place de Paris, y voit l'opportunité d'une contre-offensive d'une dernière chance. Il convainc Joffre de lancer une contre-attaque avec toutes les troupes disponibles autour de Paris.

L'invasion est stoppée net par la contre-offensive de la Marne, du 6 au 9 septembre, avec des pertes énormes des deux côtés et au prix d'un effort surhumain de la part des Français.

Du 17 septembre au 17 novembre, les troupes allemandes et françaises tentent de se déborder l'une l'autre par l'ouest. C'est la « *course à la mer* ». Mais personne n'arrive à percer le front. Épuisées et meurtries, les troupes allemandes creusent des tranchées et s'y terrent pour éviter de reculer davantage. Les troupes françaises font de même.

Après une guerre de mouvement qui s'est brisée sur les déluges de feu et d'acier de l'artillerie, on en vient à une guerre de position ; chaque armée se met à l'abri en attendant que revienne l'occasion d'une offensive décisive.

Le front franco-allemand se stabilise dans la boue, de la mer du nord aux Vosges, sur 750 km. On ne sait pas encore que cette situation va durer trois longues et terribles années jusqu'au retour des offensives du printemps et de l'été 1918 !



Charge de fantassins français à la baïonnette (septembre 1914)

Autres fronts

À la frontière orientale entre la Russie et l'Allemagne, les armées russes mobilisent et attaquent plus tôt que prévu (grâce en particulier aux chemins de fer financés par les épargnants français). Heureusement pour l'Allemagne, le front se stabilise grâce à la victoire inespérée du général allemand von Hindenburg à **Tannenberg**, qui a raison du « *rouleau compresseur* » russe.

La guerre débute très mal pour l'Autriche-Hongrie qui échoue à occuper la petite Serbie et voit ses provinces orientales de Galicie et Ruthénie envahies par les Russes.

Pendant ce temps, le 23 août 1914, le Japon, allié de l'Angleterre, a déclaré la guerre à l'Allemagne dont il convoite les concessions chinoises. Le 1er novembre 1914, l'empire ottoman (la Turquie) entre quant à lui en guerre aux côtés des *Puissances Centrales* après avoir fermé les *Détroits* aux navires russes, français et anglais. Les « *Jeunes-Turcs* », des militants nationalistes qui gouvernent l'empire ottoman au nom du sultan Mehmet V, espèrent par ce biais prendre une revanche sur la Russie.

Crimes de guerre

L'été 1914 se signale par des crimes de guerre à grande échelle de la part des Allemands et des Austro-Hongrois. Ils ne sont pas le fait de soldats indisciplinés mais d'une politique délibérée des états-majors.

En Belgique, les soldats allemands, rendus nerveux par la crainte d'être pris pour cible par des francs-tireurs (on dit aujourd'hui « *snipers* »), se livrent à diverses violences : exécutions sommaires, viols, destructions et incendies volontaires (la vénérable bibliothèque de Louvain disparaît dans les flammes). Le souvenir de ces violences poussera les Belges et beaucoup de Français sur les routes de l'exode quand l'invasion se renouvellera en mai 1940.

Les Austro-Hongrois n'ont rien à envier aux Allemands. Dès juillet 1914, une ordonnance impériale a soumis les populations civiles aux tribunaux militaires. La loi martiale prescrit l'« *exécution sur le champ* » des personnes simplement soupçonnées d'espionnage « *par trahison, commise au moyen de cloches, de signaux lumineux ou de fumée, d'autres signaux, de mouvements de bestiaux etc.* »

Le poète Georg Trakl, à Lemberg (aujourd'hui Lviv, en Ukraine) se suicide après avoir assisté à une vision d'horreur : « *Sur une place, d'abord en effervescence puis soudain calme, il y avait des arbres. Un groupe d'arbres d'une immobilité macabre, voyant chacun se balancer sous lui un pendu. Des villageois ruthènes exécutés* ».

Trente mille sujets de la monarchie auraient été ainsi pendus dès les deux premiers mois de la guerre en Galicie et en Ruthénie, dont les habitants sont accusés de faire cause avec l'ennemi. À quoi s'ajoutent les exactions commises par les Autrichiens en Serbie lors de l'invasion de celle-ci. Ces crimes de guerre seront dénoncés dès 1917 par les députés du *Reichsrat*, le Parlement de Vienne.



Exécution d'un paysan galicien en 1916

1915

La guerre s'enlise

Front occidental

Le conflit a débuté à l'ancienne mode, avec cavaliers en gants blancs et fantassins en uniformes joliment colorés. Très vite, il change de nature. Pour la première fois de l'Histoire, on a affaire à une guerre totale. Dès l'entrée en guerre, la France a mobilisé à elle seule 4 millions d'hommes (10% de sa population totale !), l'Angleterre 2 millions... Les civils sont mis à contribution. Dans les usines, les femmes (et les indigènes des colonies) remplacent les hommes partis sur le front.

Armes nouvelles et guerre d'attrition ou d'usure

Dès l'été 1914, les états-majors, qui prévoyaient des offensives de l'infanterie à l'ancienne, avec charges à la baïonnette, ont été pris de court par les performances nouvelles de l'artillerie et l'apparition en grand nombre des mitrailleuses, en premier lieu dans l'armée allemande.

Ainsi le fameux canon français de calibre 75 arrive-t-il à une cadence de tir de 20 obus à la minute. C'est par *centaines de millions* que vont se compter les obus tirés pendant les quatre années de guerre.

L'horreur s'ajoute à l'intensité du tir car les obus sont constitués d'un mélange de poudre et de billes de plomb qui, tels les *Shrapnels* allemands, fracassent les visages et les corps.



Après quelques mois excessivement meurtriers, les troupes d'infanterie renoncent à l'offensive et choisissent de s'enterrer dans des tranchées creusées à la hâte pour éviter d'être massacrés.

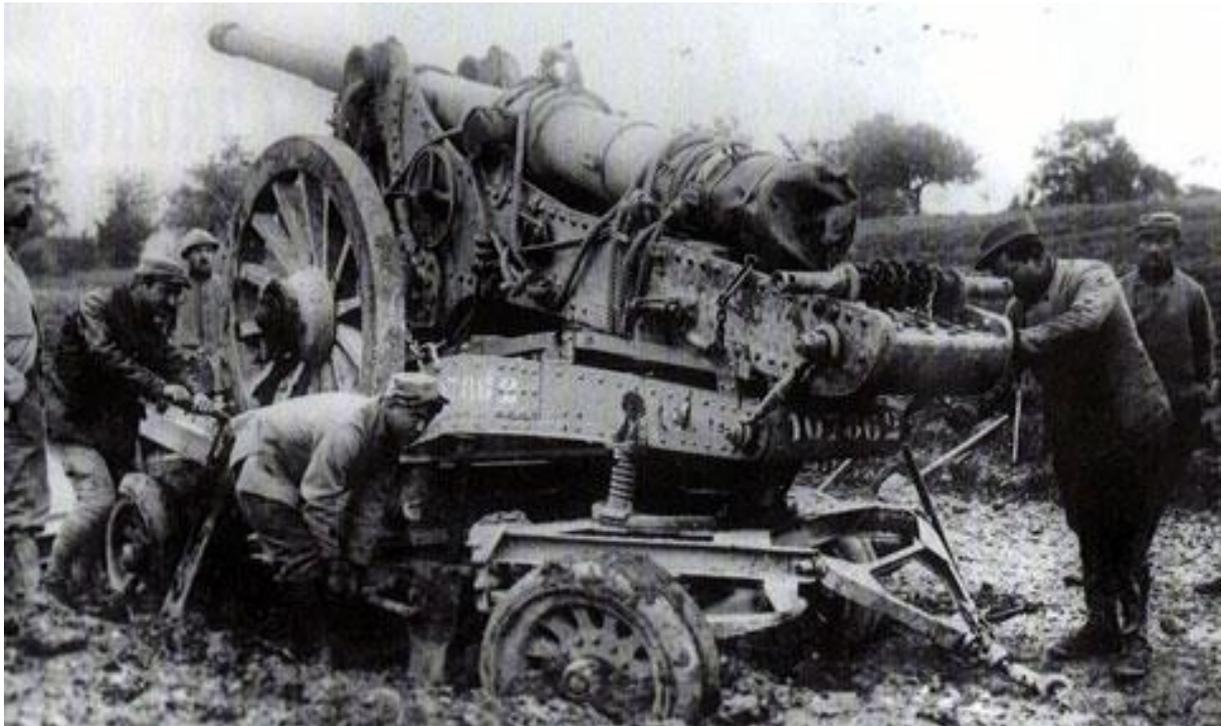
On entre alors dans une guerre d'attrition ou d'usure : il s'agit de « *grignoter* » l'ennemi, selon l'expression malheureuse de Joffre, tout en protégeant tant bien que mal ses propres troupes.

Dans les tranchées, les longues périodes d'oisiveté sont entrecoupées par quelques brèves attaques, aussi inutiles que meurtrières. Chaque attaque de l'infanterie est précédée d'une intense préparation de l'artillerie si bien que les trois quarts des blessures et des morts sont le fait d'éclats d'obus !

Les rouleaux de barbelés rendent les tranchées quasi-imprenables et donnent l'avantage à la défensive jusqu'à l'apparition des **gaz de combat**, des **bombardements aériens** et surtout des **chars d'assaut** montés sur chenilles qui vont écraser les rouleaux de barbelés et rendre à nouveau possible les offensives au printemps et à l'été 1918...

À l'été 1915, les soldats français adoptent la tenue bleu horizon et le casque en métal (la « *bourguignotte* ») qui vont camper leur triste silhouette pour la postérité. Dans la boue et la vermine des tranchées, dans l'ennui et l'angoisse, ces « *poilus* » endurent l'épouvante.

Malgré cela, pendant l'année 1915, les tentatives du général Joffre pour rompre le front en Artois et en Champagne échouent au prix de pertes sanglantes (93 000 morts du 9 mai au 17 juin 1915 pour tenter de s'emparer de la crête de Vimy, en Artois !). Le vainqueur de la Marne a beau répéter : « *Je les grignote* », personne ne le croit plus et son étoile pâlit. Au Sénat, le président de la commission de l'armée, Georges Clemenceau, le conteste sans ménagement.



Déplacement d'une batterie de 75 à Verdun en 1916

Autres fronts

L'empire ottoman s'étant associé à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, les Alliés franco-britanniques tentent d'ouvrir un nouveau front en **débarquant dans le détroit des Dardanelles**, aux portes d'Istanbul. C'est une idée de **Winston Churchill**, Premier Lord de l'Amirauté ! Les Australiens et Néo-Zélandais sont particulièrement mis à contribution dans cette bataille mais ils sont repoussés avec succès par les Turcs. Finalement, les troupes d'Orient seront transférées à Salonique, en Grèce, et réunies aux débris de l'armée serbe en attendant de pouvoir reprendre l'offensive... en avril 1918.

En mai 1915, suite à un **traité secret** qui lui promet de substantielles annexions en cas de victoire, l'Italie se rallie à la Triple-Entente (France, Angleterre, Russie).

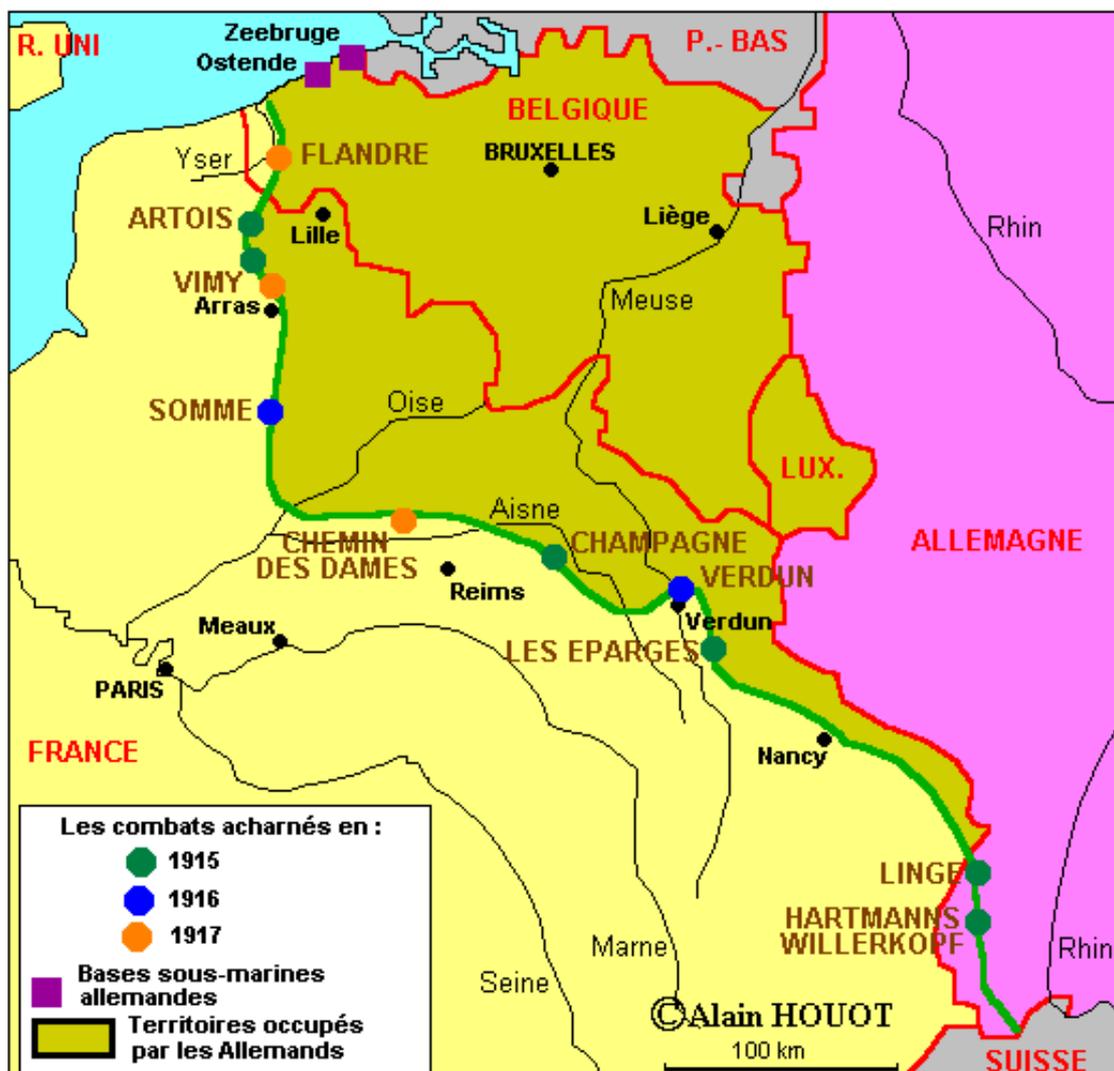
En cette année 1915, le nouveau commandant en chef allemand, le général von Falkenhayn, veut concentrer ses efforts sur le front russe. Avec les Autrichiens, il reprend la Galicie, s'empare de la Pologne et de la Lituanie. Il détruit au total, de mai à septembre 1915, la moitié de l'armée russe mais sans réussir à provoquer son effondrement. C'est un demi-échec.

L'Allemagne engage par ailleurs la **guerre sous-marine** contre les navires qui approvisionnent ses ennemis au risque de se mettre à dos les États-Unis.



Navires français aux Dardanelles, sous les ordres de l'amiral Guépratte (mars 1915)

La guerre à l'Ouest de 1915 à 1917



La première guerre « totale » de l'Histoire

Lorsque la guerre éclate en 1914, tous les belligérants tablent sur une guerre courte. Après plusieurs mois seulement, ils prennent des mesures pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre et satisfaire les commandes militaires.

Les usines d'armement font revenir du front une partie des ouvriers qualifiés et recrutent des femmes pour compléter leurs effectifs, les « *munitioinettes* ». Les femmes sont aussi requises dans les métiers plus classiques, le temps de la guerre. La plupart retourneront à leurs fourneaux une fois la paix revenue.

Les Alliés recourent également à la main-d'œuvre d'outre-mer : la France enrôle plus de 180 000 travailleurs venus d'Indochine et d'Afrique du Nord, le Royaume-Uni environ 100 000 Chinois.

Pour accroître la productivité, la durée quotidienne du travail est également allongée. Elle passe de 12 à 14 heures en France. Le *taylorisme*, c'est-à-dire l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée effectuant des tâches simples et répétitives, se généralise dans les usines européennes.

En France, en Allemagne, comme au Royaume-Uni ou en Russie, les besoins militaires nécessitent une intervention grandissante de l'État dans l'économie, en rupture avec la tradition libérale qui prévalait jusque-là.



Munitioinettes dans une usine française

Les gouvernements multiplient les commandes militaires auprès des grands industriels : Krupp, qui fabrique en Allemagne des canons célèbres comme la « *Grosse Bertha* », ou encore Renault, l'un des pionniers dans la construction de chars d'assaut.

Afin de répondre aux dépenses énormes occasionnées par la guerre, les belligérants recourent aussi à une inflation contrôlée pour modérer le montant des remboursements. Ils souscrivent également des emprunts auprès de leur population mais aussi des pays neutres, et notamment des États-Unis, qui deviennent le premier créancier d'une Europe ruinée de la guerre.

1916

L'année des grandes batailles

Front occidental

Rassuré par les succès austro-allemands sur le front oriental face aux Russes, le général allemand von Falkenhayn décide de « *saigner* » l'armée française. Il concentre son effort sur le saillant mal défendu de **Verdun**. L'attaque débute le 21 février 1916 après une intense préparation d'artillerie.

Très vite, le commandant de la IIe Armée, **Philippe Pétain**, organise la riposte. Il met en place une liaison avec Bar-le-Duc, à l'arrière. En 24 heures, 6 000 camions montent vers le front en empruntant cette « *Voie sacrée* ». L'assaut allemand est repoussé et la brèche colmatée mais la pression ennemie va perdurer pendant dix mois.



La Voie Sacrée entre Bar-le-Duc et Verdun (1916)

Aucune bataille n'a autant marqué la mémoire des Français que celle-ci. Presque tous les soldats de la Grande Guerre y ont participé chacun à leur tour.



La cote 304, l'une des positions les plus disputées de Verdun

Pour soulager Verdun, Français et Anglais lancent le 1er juillet 1916 l'**offensive de la Somme**.

Mal conduite par le commandant en chef britannique Douglas Haig, avec des soldats anglais courageux mais novices, l'offensive va se poursuivre envers et contre tout jusqu'en novembre 1916. Les alliés en obtiendront un gain dérisoire de 10 km. Le prix en est exorbitant : 400 000 Britanniques tués et blessés ainsi que 200 000 Français et 450 000 Allemands... À comparer aux 750 000 victimes de Verdun.

À la suite de ces grandes offensives sans résultat palpable, von Falkenhayn sera remplacé le 28 août 1916 par le maréchal Paul von Hindenburg et son adjoint Ludendorff à la tête de l'état-major allemand tandis que le général Joseph Joffre cèdera sa place au général Robert Nivelle le 26 décembre 1916.

Autres fronts

Le 31 mai 1916 a lieu la **bataille du Jutland**, plus grande bataille navale de la guerre. Elle se solde par un résultat indécis mais fragilise assez la marine allemande pour l'obliger à ne plus sortir désormais de ses ports !

Sur le front oriental, le général russe Broussilov passe à l'offensive le 4 juin 1916. La bataille de Loutsk, menée jusqu'à la mi-août 1916, lui permet de reprendre aux Austro-Allemands la Bukovine et une partie de la Galicie.

Le 27 août 1916, la Roumanie entre en guerre aux côtés des Alliés. Mal lui en prend. Elle est aussitôt occupée par les Austro-Allemands. Le feld-maréchal August von Mackensen joue d'audace et, à la tête de maigres forces bulgares et allemandes, occupe Bucarest le 5 décembre 1916.

À la fin de l'année, la lassitude commence à se faire partout sentir. Les populations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie souffrent de plus en plus du rationnement induit par le blocus des Alliés, mais leurs troupes gardent un mince avantage sur le terrain.

L'empereur **Charles Ier**, qui succède à François-Joseph Ier à Vienne, fait en vain des offres de paix séparée. Guillaume II lui-même demande au président américain Woodrow Wilson de s'entremettre entre les combattants. Mais ces efforts échouent.

1917

L'année terrible

Front occidental

Le 6 avril 1917, le président Wilson, qui ne pouvait admettre que les sous-marins allemands relancent la guerre sous-marine et s'en prennent aux navires de commerce américains, **entraîne les États-Unis dans la guerre** aux côtés de l'Entente. Mais, faute de troupes immédiatement disponibles, leur participation ne deviendra effective qu'en juillet 1918 !

Sans les attendre, le 16 avril 1917, le général Nivelle engage l'**offensive du Chemin des Dames**, en Picardie. Mal préparée, désastreuse, c'est l'offensive de trop. Elle vaut à son responsable de céder la place à Pétain, le « héros » de Verdun. Celui-ci a la conviction que les offensives sont vouées à l'échec sans renforts et armements nouveaux. « *J'attends les chars et les Américains* », dit-il.

Il s'attache en premier lieu à rétablir le moral des troupes qui ne supportent plus de mourir pour rien dans des assauts inconsidérés et s'insurgent en maints endroits ! En fait de « **mutineries** », il s'agit de mouvements de colère qui surviennent en arrière du front, les soldats n'ayant nulle intention défaitiste.

En Flandre, le Britannique Douglas Haig, qui s'est acquis le surnom de « *boucher de la Somme* », engage une violente offensive en direction des ports de Bruges et Ostende, bases importantes de sous-marins allemands. Anglais et Canadiens se lancent le 31 juillet 1917 à l'assaut du village de **Passchendaele** sous la pluie et dans la boue. Échec dramatique et sanglant de l'une des plus absurdes offensives de la guerre.



Soldats australiens dans le saillant d'Ypres (bataille de Passchendaele)

Autres fronts

1917 se signale par des crises gravissimes. Le tsar est détrôné en février-mars au profit d'une **république démocratique**. Le nouveau gouvernement poursuit le combat contre l'Allemagne et l'Autriche. Désormais, pour la propagande franco-britannique, la guerre prend l'aspect d'un combat entre les démocraties et les monarchies absolues (Allemagne, Autriche et Turquie).

Le 1er juillet 1917, le général russe Broussilov tente une offensive à Lemberg (Lvov ou Lviv) mais une partie de ses soldats refuse de combattre et il doit renoncer. Du coup, les Allemands en profitent pour donner un coup de main aux Autrichiens. Les deux alliés enfoncent le front italien à Caporetto, le 24 octobre 1917. Les Italiens se replient sur la Piave, loin en arrière. Le général Luigi Cardona, aussi incompétent que détesté de ses hommes, est destitué.

Le plus grave est à venir avec, en Russie, en octobre-novembre 1917, un **coup de force des bolcheviques**, à l'instigation de leur chef Lénine.. Ce dernier profite de la faiblesse du gouvernement républicain pour instaurer sa dictature. Il obtient l'appui des soldats en se retirant de la guerre de façon unilatérale. C'est une aubaine pour l'Allemagne qui peut dès lors reporter tous ses efforts sur le front occidental.



Assaut du Palais d'Hiver (Petrograd), siège du gouvernement provisoire russe, 25 octobre 1917

À Paris, le 17 novembre 1917, le président Poincaré se résout à confier le gouvernement à son adversaire **Georges Clemenceau** en qui il voit avec raison le seul leader capable de surmonter la crise. Le « *Vieux* » (surnom affectueux donné par les poilus) va dès lors instaurer une quasi-dictature de salut public avec un seul but : la victoire.

1918

Victoire à l'arraché

Front occidental

Quand s'ouvre l'année 1918, il devient impératif pour les empires centraux d'emporter la décision sur le terrain avant que n'entrent dans la mêlée les troupes étasuniennes.

Le 21 mars 1918, au prix d'un gigantesque effort, les Allemands lancent une **offensive de la dernière chance** sur tout le front occidental. Ils arrivent à Château-Thierry et bombardent Paris avec des canons à longue portée, dont la « *grosse Bertha* » !



Troupes de choc allemandes sur le front ouest, 21 mars 1918

Face au péril, le chef du gouvernement français Georges Clemenceau obtient que le commandement des armées franco-anglaises soit désormais confié à un seul homme pour plus d'efficacité. À Doullens, le 26 mars 1918, il est décidé que le général Ferdinand Foch coordonnera désormais toutes les opérations sur le front occidental.

Dès avril, Foch arrête l'offensive allemande sur la Somme. Surpris par la rupture du front au Chemin des Dames, le 27 mai 1918, il arrive néanmoins à contenir la poche allemande. Le 18 juillet 1918, il peut enfin passer à la contre-offensive. C'est la **deuxième bataille de la Marne**. Pour la première fois sont utilisés à grande échelle les chars d'assaut et l'aviation.

Les Allemands sont partout repoussés. Ils subissent leur plus grave défaite à Montdidier, le 8 août, et dès lors engagent une retraite générale.

Le général américain John Pershing, qui a jusque-là tenu en réserve ses soldats, au nombre de 1,8 millions, apparaît comme l'atout maître des Alliés. Une division de *marines* s'est illustrée à Bois-Belleau dans la région de Villers-Cotterêts, entre le 1er et le 26 juin 1918, et deux cent mille Américains sont aussi engagés dans une violente bataille sur le saillant de Saint-Mihiel (Meuse), les 12 et 13 septembre 1918.



Contagion révolutionnaire à Berlin à l'automne 1918

Pour le général en chef des armées allemandes Erich Ludendorff, il ne fait plus de doute que la guerre est perdue. En public, toutefois, il refuse la capitulation et laisse aux dirigeants civils le soin d'assumer le désastre.

En Allemagne, les militants révolutionnaires encouragés en sous-main par les bolcheviques russes s'agitent. Les grèves et les insurrections se multiplient. Une révolution éclate le 3 novembre.

Pour éviter que le pays ne tombe comme la Russie sous une dictature communiste, les gouvernants et les chefs militaires convainquent l'empereur d'abdiquer.

C'est chose faite le 9 novembre et deux jours plus tard, avant que les Alliés aient pénétré en Allemagne, les représentants civils du pays signent à leur tour l'**arrêt des combats** (armistice) le 11 novembre 1918 dans l'attente du traité de paix définitif.

Autres fronts

Le général Louis Franchet d'Esperey (futur Maréchal de France) prend en juin 1918 le commandement des armées alliées d'Orient et lance une offensive décisive. La Bulgarie fait, la première, défection à l'Allemagne. Elle se résigne à signer l'armistice le 29 septembre 1918. L'empire ottoman signe à son tour l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918.

Pendant ce temps, le 24 octobre 1918, les Italiens remportent la victoire de Vittorio-Veneto sur une armée austro-hongroise qui, à vrai dire, n'existe pratiquement plus. L'Autriche-Hongrie signe l'armistice de Villa Giusti avec l'Italie le 3 novembre.

La débandade des empires centraux est consommée. Les militants indépendantistes tchèques encouragés par les Occidentaux poussent à la désintégration de l'empire. Ils proclament leur indépendance le 14 octobre, suivis par les Hongrois, puis les Croates et les Slovènes. L'empereur **Charles Ier** abdique le 13 novembre.

1919

La paix impossible

Front occidental

Quatre ans de conflit généralisé laissent neuf à dix millions de morts. De nombreuses régions comme le nord de la France sont transformées en champs de ruines. Les États européens entrent dans la paix avec des dettes énormes contractées pour l'essentiel auprès des États-Unis. Ces derniers apparaissent comme les grands vainqueurs de la guerre bien que leurs soldats n'y aient participé que de façon marginale.

Au vu des bouleversements à l'est comme à l'ouest, chacun sent que plus rien ne sera comme avant et que c'en est fini de la grande Europe qui imposait quelques années plus tôt ses volontés au monde.

En attendant, il faut signer les traités de paix avec l'Allemagne et chacune des puissances qui se sont alliées à elle : l'Autriche, la Hongrie et la Turquie. Éprouvés par la dureté extrême de la guerre, les négociateurs du camp vainqueur, en particulier Georges Clemenceau, veulent humilier et écraser les vaincus, au risque d'empêcher toute réconciliation durable.

Autres fronts



Agents bolcheviques pendus par des paysans russes

En Russie s'installe un gouvernement d'une espèce encore inconnue. Le régime bolchévique ou communiste dirigé par Lénine est le premier régime de nature « *totalitaire* ». Il sacrifie les libertés, les droits des individus et les prescriptions morales à une idéologie messianique qui promet le bonheur pour tous. La fin de la Grande Guerre marque le **début de la guerre civile**. Encore plus meurtrière que le précédent conflit, elle s'accompagnera de famines et frappera la population civile plus encore que les hommes sous les armes.

Les autres pays d'Europe centrale et orientale tardent tout autant à connaître la paix. La Hongrie bascule dans une brève mais très violente dictature communiste. La Finlande connaît aussi une guerre civile cruelle. La Pologne ressuscitée doit combattre contre la Russie bolchévique pour faire reconnaître son droit à l'existence. Même chose avec la Turquie sortie des décombres de l'empire ottoman, qui doit repousser les Grecs et les Occidentaux.

Ce n'est que le 23 juillet 1923, avec le **traité de Lausanne** fondant la Turquie moderne, que sera soldée la Première Guerre mondiale... Quelques semaines plus tard, le 9 novembre 1923, le **putsch de la Brasserie** à Munich marquera l'entrée en scène de Hitler. Avec lui, c'est la Seconde Guerre mondiale qui se profile déjà.

11 novembre 1918

Un armistice met fin à la Grande Guerre

Lundi 11 novembre 1918, 11 heures. Dans toute la France, les cloches sonnent à la volée. Dans les villes et les villages, c'est la liesse. On sort dans la rue, on rit, on s'embrasse. On pleure aussi...

Au front, les clairons bondissent sur les parapets et sonnent le « *Cessez-le-Feu* », « *Levez-vous* », « *Au Drapeau* ». La « *Marseillaise* » monte des tranchées. Même soulagement en face, dans le camp allemand. Mais des deux côtés, pas de cris de joie, pas d'embrassades. On est soulagé. C'est tout. Et l'on pense à l'enfer passé et aux copains morts dans la boue.

Pour la première fois depuis quatre ans, Français et Allemands peuvent se regarder sans s'entretuer. Dans l'attente d'un traité de paix en bonne et due forme, un **armistice** a été conclu la veille entre les Alliés et l'Allemagne, dernière des Puissances Centrales à rendre les armes. Il laisse derrière lui neuf à dix millions de morts et six millions de mutilés.

Les survivants ont perdu la foi dans les valeurs morales et spirituelles qui ont fait la grandeur et l'unité de l'Europe. Mais ils veulent croire que cette guerre qui s'achève restera la dernière de l'Histoire, la « *der des der* ».

La défaite inéluctable de l'Allemagne



Hindenburg, Guillaume II et Ludendorff

Dès l'échec de leur contre-offensive de juillet 1918, les Allemands avaient compris qu'ils n'avaient plus aucun espoir d'arracher la victoire.

Les troupes américaines, potentiellement fortes de quatre millions d'hommes, **arrivaient en renfort** des Anglais et des Français.

La 1^{ère} armée américaine du général John Pershing lance sa première offensive dans le saillant de Saint-Mihiel, près de Verdun, le 12 septembre 1918. Ce tardif engagement suffit à convaincre les Allemands de leur infériorité. Les Alliés mettent aussi en ligne en nombre croissant

des chars blindés (« *tanks* ») qui ont raison des barbelés qui protègent les tranchées allemandes.

Le 28 septembre 1918, le quartier-maître général (« *Generalquartiermeister* ») Erich Ludendorff, chef des armées allemandes et véritable maître du pays, apprend que ses alliés bulgares s'apprêtent à signer un armistice. Au quartier général allemand de Spa, en Belgique, il a alors un entretien dramatique avec l'empereur Guillaume II et lui révèle que la situation militaire est désespérée et que l'armistice est devenu inévitable.

Il encourage l'empereur à démocratiser le régime et donner le pouvoir au Parlement, tout simplement parce qu'il veut transférer aux civils la responsabilité de la défaite et que « *ceux qui nous ont mis dans cette situation se chargent de nous en sortir !* ».

Le 3 octobre, résigné, l'empereur Guillaume II appelle donc à la chancellerie, sur proposition du *Reichstag*, le prince Max de Bade, un modéré dont il espère qu'il saura obtenir des conditions de paix raisonnables de la part des Alliés.

Le nouveau chef du gouvernement adresse aussitôt au président américain une demande d'armistice basée sur les **Quatorze Points** énoncés en janvier par Wilson. Mais ce dernier refuse toute négociation avec l'empereur comme avec les militaires. Maladroit, il en appelle à l'avènement d'un régime démocratique à Berlin.

De leur côté, les chefs alliés présents à Paris au même moment, le président du Conseil Clemenceau, le Premier ministre britannique Lloyd George et le président du Conseil italien Orlando, encaissent mal cette négociation en solo du président américain avec les Allemands, estimant à juste titre que leur pays ont supporté tout l'effort de guerre pendant quatre ans et qu'il leur revient de négocier avec les Allemands.

Le 26 octobre, Guillaume II, ne sachant que faire, demande et obtient la démission de Ludendorff.

Les Puissances Centrales se délitent

L'Allemagne bascule dans l'anarchie et la guerre civile. Le 3 novembre, dans le port de Kiel, les marins de la flotte de guerre refusent d'aller à nouveau au combat. Ils se mutinent et entraînent les ouvriers de la ville. La contagion révolutionnaire se répand à Hanovre, Cologne et Brunswick. À Munich, le 7 novembre, un socialiste, Kurt Eisner, dépose le roi de Bavière et installe un *Conseil ouvrier*. La Bavière menace de faire sécession !

Entre temps, l'un après l'autre, les alliés de l'Allemagne cessent les combats et signent des armistices.

Les Bulgares, bousculés par l'armée du général Louis Franchet d'Esperey, signent un armistice dès le 29 septembre. Le 30 octobre, c'est le tour des Turcs. Ils signent à Moudros, sur l'île de Lemnos, en mer Égée, un armistice avec les Britanniques (ces derniers négligent d'associer les Français à la signature).

De l'Autriche-Hongrie se séparent les Tchécoslovaques le 28 octobre et les Hongrois le 1er novembre. L'empire croupion de Charles 1er signe le 3 novembre à Villa Giusti un armistice avec l'Italie après que celle-ci eut enfin réussi une percée victorieuse à Vittorio-Veneto.

Le 9 novembre au matin, la contagion révolutionnaire gagne Berlin. Une émeute éclate à l'instigation des *spartakistes*, un groupe très actif de militants marxistes-léninistes conduit par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Le prince Max de Bade téléphone à l'empereur, à Spa. « *Votre abdication est devenue nécessaire pour sauver l'Allemagne de la guerre civile* », lui dit-il. Comme ses propres généraux plaident aussi en faveur de l'abdication, Guillaume II s'y résout enfin.

L'ancien empereur part en exil aux Pays-Bas. Ses six fils jurent de ne lui succéder en aucun cas.

À Berlin, le même jour, le prince Max de Bade cède la chancellerie au leader social-démocrate Friedrich Ebert tandis que, dans une atmosphère révolutionnaire, un autre chef social-démocrate, Philipp Scheidemann, proclame la **République**. L'inquiétude est générale. Le quotidien parisien *La Liberté* titre dans son édition du 10 novembre : *La Révolution maîtresse de Berlin, L'armée a pactisé avec les révolutionnaires...*

Un armistice mal accepté

Les militaires s'étant défaussés, c'est à un civil, Matthias Erzberger, que revient la pénible tâche de négocier l'armistice (cela lui vaudra d'être assassiné par les nationalistes allemands le 26 août 1921).

Les négociateurs n'ont pas attendu la démission de l'empereur pour préparer l'arrêt des combats. Partis de Spa le 7 novembre à midi dans cinq voitures, ils ont franchi les lignes ennemies avec un drapeau blanc et sont arrivés à La-Capelle-en-Thiérache (Aisne) le soir même.

En France, leur demande d'armistice fait débat. Le président Poincaré et surtout le général Pétain voudraient profiter de l'avantage militaire pour chasser les Allemands de Belgique, envahir l'Allemagne elle-même et signifier à celle-ci l'étendue de sa défaite.

Mais le généralissime Foch, qui a été élevé au maréchalat le 6 août 1918, le général Weygand et le chef du gouvernement, **Georges Clemenceau**, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ne croient pas l'armée française capable de se battre encore longtemps et souhaitent en finir au plus vite. Ils craignent aussi qu'à trop tarder, l'Allemagne ne devienne comme la Russie la proie des révolutionnaires bolchéviques. Surtout, chaque jour qui passe renforce dans le camp allié le poids des Américains, alors que ceux-ci, arrivés très tard, ont encore très peu participé aux combats. En cas de prolongation des hostilités, Foch et Clemenceau craignent non sans raison que les Américains tirent toute la couverture à eux et relèguent la France à la deuxième place.



Signature de l'Armistice dans le wagon de la forêt de Rethondes

La délégation allemande est conduite par Matthias Erzberger, le général von Winterfeldt et le capitaine de vaisseau Vanselow. Les plénipotentiaires sont reçus le soir du 10 novembre dans le wagon spécial du généralissime Foch, au carrefour de Rethondes, au milieu de la forêt de Compiègne. On les fait patienter autour de quelques mets raffinés qui sont consommés en silence.

Erzberger s'inquiète de ne rien connaître encore des propositions adverses alors que le délai pour conclure l'armistice expire le lendemain à 11 heures. Ses inquiétudes redoublent quand il reçoit un télégramme non chiffré du chancelier Ebert : « *Le gouvernement allemand accepte les conditions de l'armistice qui lui ont été imposées le 8 novembre* ». À la lecture de ce télégramme en clair, les Alliés ont pu, comme lui, comprendre que les Allemands signeront quoi que ce soit.



Les négociateurs devant le wagon de l'Armistice

Arrive le moment des négociations. À la délégation allemande font face, dans le wagon, l'amiral Sir Rosslyn Wemyss, Premier Lord de l'Amirauté britannique, et le maréchal Ferdinand Foch. Le général Maxime Weygand assiste les deux plénipotentiaires alliés.

Au lieu des « *propositions* » qu'ils attendent, les Allemands, « *à la merci des vainqueurs* » selon Foch, se voient soumettre des « *conditions* ». Aucune marge de négociation ne leur est laissée ! Erzberger, accablé, ne se fait pas faute, toutefois, de contester chaque article et de négocier des concessions avec le général Weygand, son interlocuteur direct. Ainsi obtient-il que 25 000 mitrailleuses soient livrées au lieu de 30 000.

Au total, l'Allemagne se voit imposer la livraison de 5 000 canons, 25 000 mitrailleuses, 1700 avions, de leurs sous-marins et de sa flotte de guerre (celle-ci se sabordera dans la rade britannique de **Scapa Flow**).

Son armée est sommée d'évacuer sous quinze jours les territoires envahis ainsi que l'Alsace-Lorraine, et sous 30 jours la rive gauche du Rhin et trois têtes de pont sur la rive droite, Coblenz, Cologne et Mayence.

L'armistice est enfin conclu le 11 novembre à 5h15 du matin. Des officiers allemands le signent la larme à l'œil. Erzberger reste quant à lui impassible : « *Un peuple de 70 millions d'hommes souffre, mais il ne meurt pas* », se contente-t-il de commenter.

L'arrêt des combats est fixé ce 11 novembre, à 11 heures. Les Français ne manquent pas de noter que ce jour est la fête du saint patron de leur pays, **Saint Martin**. Il est prévu de durer 36 jours mais sera régulièrement renouvelé jusqu'au **traité de paix** du 28 juin 1919.

Le dernier...

Ce 11 novembre 1918, dès 9h30, le maréchal Foch s'empresse de remettre le texte d'armistice au Président du Conseil Georges Clemenceau, à Paris. Malgré ses efforts, celui-ci ne peut garder l'information secrète. Les journaux se hâtent d'imprimer des éditions spéciales. La rumeur d'un cessez-le-feu se répand assez vite et atteint le front où l'on se garde de toute action périlleuse.

Tout est calme... ou presque. À la 11ème heure du 11ème jour du 11ème mois de l'année 1918, après 51 mois de conflit, l'agent de liaison Auguste Trébuchon (40 ans) est atteint par une balle alors qu'il portait un ordre concernant le rassemblement du régiment pour le ravitaillement des troupes. C'est le dernier soldat français tué pendant la Première Guerre mondiale. Il repose aujourd'hui dans le cimetière communal de Vrigne-Meuse.



La foule attend Clemenceau devant la Chambre des députés le 11 novembre 1918

Sans plus attendre, le Président du Conseil Georges Clemenceau annonce l'armistice à la tribune de la Chambre des députés au milieu des acclamations et des larmes de joie :

« Au nom du peuple français, au nom du gouvernement de la République française, le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées, (les députés se lèvent. - applaudissements enthousiastes)

Et puis honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire ! (longs applaudissements unanimes)

Nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée par la puissance de ses armes (applaudissements prolongés), et quand nos vivants, de retour sur nos boulevards, passeront devant nous, en marche vers l'Arc de Triomphe, nous les acclamerons. Qu'ils soient salués d'avance pour la grande œuvre de reconstruction sociale (vifs applaudissements). Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal ».



Georges Clemenceau à la tribune de la Chambre des députés

En France, l'anniversaire de l'armistice ne tarde pas à devenir une **commémoration essentielle** de la vie nationale, avec dépôt de gerbes devant les monuments aux morts de chaque village et sur la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe de la place de l'Étoile, à Paris.

Amertume des vaincus



Le général Erich von Ludendorff

Rien de tel en Allemagne où l'armistice a été à peine remarqué, tant les citoyens étaient traumatisés par les privations dues au blocus britannique et les mouvements révolutionnaires à l'intérieur même du pays.

Les Allemands notent aussi avec amertume que leur pays n'a pas été envahi et que leurs armées ne se sont pas effondrées.

La demande d'armistice étant venue des représentants civils et non militaires de l'Allemagne, ces derniers échappent à l'infâmie de la défaite. Le prestige du maréchal **Hindenburg** est intact.

Le 12 novembre, le chef d'état-major général lance à l'adresse des combattants : « *L'armistice est signé. Jusqu'à ce jour, nous avons porté nos armes dans l'honneur. Fidèlement attachée à son devoir, l'armée a réalisé des exploits grandioses... Nous avons ainsi évité au pays la peur et les destructions. Étant donné le nombre de nos ennemis... notre gouvernement a dû se*

résoudre à accepter de dures conditions de paix. Mais nous sortons la tête haute et fiers de cette lutte que nous avons menée pendant quatre ans contre un monde rempli d'ennemis ».

À Berlin, les représentants de la jeune République accueillent les combattants en ces termes : « *Soldats qui revenez invaincus...* » Dans les mois qui suivront l'armistice, Ludendorff et Hindenburg attribueront avec aplomb la défaite militaire à un « *coup de poignard dans le dos* » de la part des politiciens et des bourgeois cosmopolites. L'expression sera reprise avec conviction par les Allemands meurtris et humiliés. Elle fera le lit des partis ultranationalistes, dont le parti nazi.



Soldats allemands de retour du front sur le pont de Cologne-Deutz

Convention d'armistice entre l'Allemagne et les Alliés

CONVENTION

Entre le maréchal Foch, commandant en chef les armées alliées stipulant au nom des puissances alliées et associées, assisté de l'amiral Wemyss, First Sea Lord, d'une part ;
Et M. le secrétaire d'État Erzberger, président de la délégation allemande,
M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, comte von Obendorff,
M. le général d'état-major von Winterfeld,
M. le capitaine de vaisseau Vanselow,
Munis de pouvoirs réguliers et agissant avec l'agrément du chancelier allemand, d'autre part,
il a été conclu ce matin un armistice aux conditions suivantes :

a) Conditions de l'armistice conclu avec l'Allemagne sur le front d'Occident.

1. Cessation des hostilités, sur terre et dans les airs, six heures après la signature de l'armistice.
Le feu a cessé ce matin sur tout le front à onze heures.

2. Évacuation immédiate des pays envahis : Belgique, France, Luxembourg, ainsi que l'Alsace-Lorraine, réglée de manière à être réalisée dans un délai de quinze jours à dater de la signature de l'armistice. Les troupes allemandes qui n'auraient pas évacué les territoires prévus dans les délais fixés, seront faites prisonnières de guerre.

Ici est une annexe dont je ne vous donne pas lecture, attendu qu'on n'a pu me la communiquer en temps utile ; cette annexe règle les détails de la retraite des troupes allemandes.

L'occupation par l'ensemble des troupes alliées et des États-Unis, suivra dans ces pays la marche de l'évacuation.

Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n°1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice. Rapatriement, commençant immédiatement et devant être terminé dans un délai de quinze jours, de tous les habitants des pays énumérés ci-dessus (y compris les otages et les prévenus ou condamnés).

4. Abandon par les armées allemandes du matériel de guerre suivant, en bon état : 5 000 canons (dont 2 500 lourds et 2 500 de campagne), 25 000 mitrailleuses, 3 000 Minenwerfer, 1 7000 avions de chasse et de bombardement.

En premier lieu, tous les D7 et tous les avions de bombardement de nuit à livrer sur place aux troupes alliées et des États-Unis, dans les conditions de détails fixées par la note annexe n°1 arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

5. Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les troupes allemandes.

Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes d'occupation des Alliés et des États-Unis.

Les troupes des Alliés et des États-Unis assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenze, Cologne) avec en ces points, des têtes de pont de 80 kilomètres de rayon, sur la rive droite et des garnisons tenant également des points stratégiques de la région.

Une zone neutre sera réservée sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement aux têtes de pont et au fleuve et à 10 kilomètres de distance depuis la frontière de Hollande jusqu'à la frontière de la Suisse.

L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de seize nouveaux jours soit trente et un jours après la signature de

l'armistice. Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n°1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

6. Dans tous les territoires évacués par l'ennemi, toute évacuation des habitants sera interdite. Il ne sera apporté aucun dommage ou préjudice à la personne ou à la propriété des habitants. Personne ne sera poursuivi pour délit de participation à des mesures de guerre antérieures à la signature de l'armistice.

Il ne sera fait aucune destruction d'aucune sorte. Les installations militaires de toute nature seront livrées intactes, de même les approvisionnements militaires, vivres, munitions, équipements, qui n'auront pas été emportés dans les délais d'évacuation fixés, les dépôts de vivres pour la population civile, bétail, etc. , devront être laissés sur place.

Il ne sera pris aucune mesure générale ou d'ordre officiel ayant pour conséquence une dépréciation des établissements industriels ou une réduction dans leur personnel.

7. Les voies et moyens de communication de toute nature, voies ferrées, voies navigables, routes, ponts, télégraphes, téléphones... ne devront être l'objet d'aucune détérioration.

Tout le personnel civil et militaire actuellement utilisé y sera maintenu.

Il sera livré aux puissances associées : 5 000 machines montées et 150 000 wagons en bon état de roulement et pourvus de tous rechanges et agrès nécessaires, dans les délais dont le détail est fixé à l'annexe n°2 et dont le total ne devra pas dépasser trente et un jours.

Il sera également livré 15 000 camions automobiles en bon état dans un délai de trente-six jours. Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, dans un délai de trente et un jours, seront livrés dotés de tout le personnel et matériel affectés organiquement à ce réseau. En outre, le matériel nécessaire à l'exploitation dans les pays de la rive gauche du Rhin sera laissé sur place.

Tous les approvisionnements en charbon et matières d'entretien, en matériel de voies, de signalisation et d'atelier seront laissés sur place ; les approvisionnements seront entretenus par l'Allemagne en ce qui concerne l'exploitation des voies de communication des pays de la rive gauche du Rhin. Tous les chalands enlevés aux Alliés leur seront rendus. La note annexe n°2 règle le détail de ces mesures.

8. Le commandement allemand sera tenu de signaler dans un délai de quarante-huit heures après la signature de l'armistice toutes les mines ou dispositifs à retard agencés sur les territoires évacués par les troupes allemandes et d'en faciliter la recherche et la destruction. Il signalera également toutes les dispositions nuisibles qui auraient pu être prises tels qu'empoisonnement ou pollution de sources et de puits, etc. Le tout sous peine de représailles

9. Le droit de réquisition sera exercé par les armées des Alliés et des États-Unis dans tous les territoires occupés, sauf règlement de comptes avec qui de droit.

L'entretien des troupes d'occupation des pays du Rhin (non compris l'Alsace-Lorraine) sera à la charge du gouvernement allemand.

10. Rapatriement immédiat, sans réciprocité dans des conditions de détail à régler, de tous les prisonniers de guerre y compris des prévenus des Alliés et des États-Unis. Les puissances alliées et les États-Unis pourront en disposer comme bon leur semblera.

Cette condition annule les conventions antérieures au sujet de l'échange des prisonniers de guerre, y compris celle de juillet 1918, en cours de ratification. Toutefois, le rapatriement des prisonniers de guerre allemands internés en Hollande et en Suisse continuera comme précédemment. Le rapatriement des prisonniers allemands sera réglé à la conclusion des préliminaires de paix.

11. Les malades et blessés inévacuables restés sur les territoires évacués par les armées allemandes, seront soignés par du personnel allemand qui sera laissé sur place avec le matériel nécessaire.

b) Dispositions relatives aux frontières orientales de l'Allemagne

12. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de l'Autriche-Hongrie, de la Roumaine, de la Turquie doivent rentrer immédiatement dans les frontières de l'Allemagne telles qu'elles étaient au 1er août 1914. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de la Russie devront également rentrer dans les frontières de l'Allemagne définies comme ci-dessus dès que les Alliés jugeront le moment venu, compte tenu de la situation intérieure de ces territoires.

13. Mise en train immédiate de l'évacuation par les troupes allemandes et du rappel de tous les instructeurs, prisonniers et agents civils et militaires allemands se trouvant sur les territoires de la Russie (dans les limites du 1er août 1914).

14. Cessation immédiate par les troupes allemandes de toute réquisition, saisie ou mesures coercitives en vue de se procurer des ressources à destination de l'Allemagne, en Roumaine et en Russie (dans leurs limites du 1er août 1914).

15. Renonciation au traité de Bucarest et de Brest-Litovsk et traités complémentaires

16. Les Alliés auront libre accès aux territoires évacués par les Allemands sur les frontières orientales, soit par Dantzig, soit par la Vistule, afin de pouvoir ravitailler les populations et dans le but de maintenir l'ordre.

c) Dans l'Afrique orientale

17. Évacuation de toutes les forces allemandes opérant dans l'Afrique orientale dans un délai réglé par les Alliés.

d) Clauses générales

18. Rapatriement sans réciprocité dans le délai maximum de un mois, dans des conditions de détail à fixer de tous les internés civils, y compris les otages, les prévenus ou condamnés appartenant à des puissances alliées autres que celles énumérées à l'article 3.

Clauses financières

19. Sous réserves de toute revendication et réclamation ultérieures de la part des Alliés et des États-Unis. Réparation des dommages.

Pendant la durée de l'armistice, il ne sera rien distrait par l'ennemi des valeurs publiques pouvant servir aux Alliés de gage pour le recouvrement des réparations.

Restitution immédiate de l'encaisse de la banque nationale de Belgique et en général remise immédiate de tous documents, espèces, valeurs (mobilières et fiduciaires, avec le matériel d'émission) touchant aux intérêts publics et privés dans les pays envahis.

Restitution de l'or russe ou roumain pris par les Allemands ou remis par eux. Cet or sera pris en charge par les Alliés jusqu'à la signature de la paix.

e) Clauses navales

20. Cessation immédiate de toute hostilité sur mer et indication précise de l'emplacement et des mouvements des bâtiments allemands. Avis donnés aux neutres de la liberté concédée à la navigation des marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées dans toutes les eaux territoriales sans soulever de questions de neutralité.

21. Restitution, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre des marines de guerre et de commerce des puissances alliées ou associées au pouvoir des Allemands.

22. Livraison aux Alliés et aux États-Unis de tous les sous-marins (y compris tous les croiseurs sous-marins et tous les mouilleurs de mines) actuellement existants, avec leur armement et équipement complet dans les ports désignés par les Alliés et les États-Unis. Ceux qui ne peuvent pas prendre la mer seront désarmés de personnel et de matériel et ils devront rester sous la surveillance des Alliés et des États-Unis.

Les sous-marins qui sont prêts pour la mer seront préparés à quitter les ports allemands aussitôt que des ordres seront reçus par T.S.F. pour leur voyage au port désigné de la livraison, et le reste le plus tôt possible. Les conditions de cet article seront réalisées dans un délai de quatorze jours après la signature de l'armistice.

23. Les navires de guerre de surface allemands qui seront désignés par les Alliés et les États-Unis seront immédiatement désarmés, puis internés dans les ports neutres, ou, à leur défaut, dans les ports alliés désignés par les Alliés et les États-Unis, ils y demeureront sous la surveillance des Alliés et des États-Unis, des détachements de garde étant seuls laissés à bord.

La désignation des Alliés portera sur : 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre (8 croiseurs légers, dont 2 mouilleurs de mines), 50 destroyers des types les plus récents.

Tous les autres navires de guerre de surface (y compris ceux de rivière) devront être réunis et complètement désarmés dans les bases navales allemandes désignées par les Alliés et les États-Unis et y être placés sous surveillance des Alliés et des États-Unis

L'armement militaire de tous les navires de la flotte auxiliaire sera débarqué. Tous les vaisseaux désignés pour être internés seront prêts à quitter les ports allemands sept jours après la signature de l'armistice. On donnera par T.S.F. la direction pour le voyage.

24. Droit pour les alliés et les États-Unis en dehors des eaux territoriales allemandes, de draguer tous les champs de mines et de détruire les obstructions placées par l'Allemagne dont l'emplacement devra leur être indiqué.

25. Libre entrée et sortie de la Baltique pour les marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées assuré par l'occupation de tous les ports, ouvrages, batteries et défenses de tout ordre allemands, dans toutes les passes allant du Cattégat à la Baltique, et par le dragage et la destruction de toutes mines ou obstructions dans et hors les eaux territoriales allemandes dont les plans et emplacements exacts seront fournis par l'Allemagne, qui ne pourra soulever aucune question de neutralité.

26. Maintien du blocus des puissances alliées et associées dans les conditions actuelles, -les navires de commerce allemands trouvés en mer restant sujets à capture.

Les Alliés et les États-Unis envisagent le ravitaillement de l'Allemagne pendant l'armistice dans la mesure reconnue nécessaire.

27. Groupement et immobilisation dans les bases allemandes désignées par les alliées et les États-Unis de toutes les forces aériennes.

28. Abandon par l'Allemagne, sur place et intacts, de tout le matériel de port et de navigation fluviale, de tous les navires de commerce, remorqueurs, chalands, de tous les appareils, matériel et approvisionnements de toute nature en évacuant la côte et les ports belges.

29. Évacuation de tous les ports de la mer Noire par l'Allemagne et remise aux Alliés et aux États-Unis de tous les bâtiments de guerre russes saisis par les Allemands dans la mer Noire. Libération de tous les navires de commerce neutres saisis -remise de tout le matériel de guerre ou autre saisi dans ces ports - et abandon du matériel allemand énuméré à la clause 28.

30. Restitution, sans réciprocité, dans des ports désignés par les Alliés et les États-Unis, de tous les navires de commerce appartenant aux puissances alliées et associées, actuellement au pouvoir de l'Allemagne.

31. Interdiction de toute destruction des navires ou de matériel avant évacuation, livraison ou restitution.

32. Le gouvernement allemand notifiera formellement à tous les gouvernements neutres et en particulier aux gouvernements de Norvège, de Suède, du Danemark et de la Hollande que toutes les restrictions imposées au trafic de leurs bâtiments avec les puissances alliées ou associées soit par le gouvernement allemand lui-même -soit par des entreprises allemandes privées- soit en retour de concessions définies comme l'exportation de matériaux de constructions navales ou non sont immédiatement annulées.

33. Aucun transfert de navires marchands allemands de toute espèce sous un pavillon neutre quelconque ne pourra avoir lieu après la signature de l'armistice.

f) Durée de l'armistice

34. - La durée de l'armistice est fixée à trente-six jours avec faculté de prolongation. Au cours de cette durée l'armistice peut, si les clauses ne sont pas exécutées, être dénoncé par l'une des parties contractantes, qui devra en donner le préavis quarante-huit heures à l'avance. Il est entendu que l'exécution des articles 3 et 28 ne donnera lieu à dénonciation de l'armistice pour insuffisance d'exécution dans les délais voulus que dans le cas d'une exécution mal intentionnée. Pour assurer dans les meilleures conditions l'exécution de la présente convention le principe d'une commission d'armistice internationale permanente est admis. Cette commission fonctionnera sous la haute autorité du commandement en chef militaire et naval des armées alliées.

Le présent armistice a été signé le 11 novembre 1918, à cinq heures (heure française)

Signé :
FOCH
WEYMISS, amiral.
ERZBERGER,
OBERNDORFF,
WINTERFELDT,
VANSELOW.

28 juin 1919

Paix bâclée à Versailles

Le 28 juin 1919, un traité entre l'Allemagne et les Alliés règle le conflit qui débuta à **Sarajevo** 5 ans plus tôt, jour pour jour, et se termina par l'**armistice de Rethondes**. Neuf à dix millions de morts (dont 1 400 000 pour la France) témoignent de l'horreur exceptionnelle de cette guerre sans précédent dans un continent qui avait réuni au XIXe siècle tous les atouts de la prospérité, de la grandeur et de l'harmonie.



Défilé de la Victoire le 14 juillet 1919

Un bouleversement sans précédent

Les négociations de paix s'ouvrent à Paris, le 18 janvier 1919, réunissant pas moins de 27 délégations des puissances victorieuses (le Royaume-Uni s'exprime qui plus est au nom du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de l'Inde). Les délégués officiels sont assistés de très nombreux experts et diplomates, sans compter les représentants de minorités de toutes sortes venus plaider leur cause.

Jusqu'à leur clôture, le 10 août 1920, les délégations mettent au point des traités de paix avec chacun des pays vaincus. Mais c'est en l'absence des représentants de ceux-ci, un précédent fâcheux.

Les traités de paix sont successivement signés dans les châteaux de la région parisienne avec chacun des vaincus, à commencer par l'Allemagne. La carte du continent européen en sort complètement transformée avec la disparition de quatre empires, l'allemand, l'austro-hongrois, le russe et l'ottoman, au profit de petits États nationalistes, souvent hétérogènes, revendicatifs... et impuissants.

Des négociateurs divisés

Le premier des traités de paix et le plus important est signé avec l'Allemagne dans la galerie des Glaces au château de Versailles, sur les lieux mêmes où fut fondé l'empire allemand le 18 janvier 1871.

En rupture avec les traditions diplomatiques de l'ancienne Europe, les plénipotentiaires allemands sont contraints d'attendre à la porte du château et reçus de la plus mauvaise manière qui soit. Ils entrent dans le palais dans un silence de mort après avoir longtemps attendu à l'extérieur qu'on leur en donne l'autorisation.



Gueules cassées invitées à la signature du traité de paix

Pour mieux les humilier et les culpabiliser, le président du Conseil **Georges Clemenceau** a fait installer cinq « gueules cassées » (des soldats français mutilés de la face) derrière leurs sièges, à la table du traité.

Dans la Galerie des Glaces, les représentants des 27 pays alliés font face aux délégués allemands.

Le traité de Versailles a été pour l'essentiel arbitré par quatre personnes : le Français Georges Clemenceau, le Britannique David Lloyd George, l'Américain Thomas Woodrow Wilson sans oublier l'Italien Vittorio Orlando. Ce sont des hommes du centre gauche, méfiants à l'égard de l'Église et des catholiques autrichiens, hostiles d'autre part aux communistes qui tiennent la Russie sous leur botte et sèment la Révolution en Europe centrale.

Le président Wilson est un idéaliste qui veut imposer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes conformément à ses **Quatorze Points** de janvier 1918, au risque de créer des États-croupions non viables en Europe centrale, sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. Extrêmement populaire dans son pays comme à l'étranger, Wilson se présente en véritable leader du monde civilisé. Il bénéficie, il est vrai, d'atouts conséquents : à la différence des pays européens, les États-Unis ont en effet accru leur puissance économique du fait même de la guerre et des ventes d'armement aux Alliés franco-anglais. Qui plus est, les États-Unis, qui se sont engagés tardivement dans la guerre, n'ont pas moins envoyé deux millions de soldats sur le sol européen. Et, à la veille de l'armistice, deux autres millions se tenaient prêts à les rejoindre !

Le Premier ministre britannique Lloyd George lorgne sur les colonies allemandes et le marché intérieur des vaincus. Dans le souci de maintenir un certain équilibre entre les puissances européennes et aussi pour complaire au président Wilson, il voudrait éviter de trop écraser les puissances d'Europe centrale mais son souhait est contrecarré par Georges Clemenceau.

Le « *Tigre* » veut punir l'Allemagne comme il convient. Il y est poussé par les militaires comme le général Foch et surtout par son opinion publique, qui a le sentiment justifié d'avoir donné son sang plus qu'aucun autre dans la Grande Guerre. Elle entend bien être payé de son sacrifice et réclame vengeance.

La récupération de l'Alsace-Lorraine, annexée en 1871 par l'Allemagne, est pour les Français non-négociable et les réparations de guerre vont de soi. Bismarck lui-même n'a-t-il pas imposé à la France en 1871 un **tribut de 5 milliards de francs-or** que les Français se sont faits un devoir de régler rubis sur l'ongle, en avance sur les échéances ?

Le quatrième négociateur est le Premier ministre italien Vittorio Orlando. Plein de faconde, il ne souhaite rien d'autre que des annexions autour de la mer Adriatique, au détriment de l'Autriche-Hongrie (il quitte provisoirement la table des négociations en mai 1919 pour appuyer ses revendications).

Les négociateurs alliés à Versailles



Les quatre principaux négociateurs alliés du traité de paix posent devant le château de Versailles : David Lloyd George (Royaume-Uni), Vittorio Orlando (Italie), Georges Clemenceau (France) et Thomas W. Wilson (Etats-Unis).

Des conditions de paix sévères



Signature du traité dans la Galerie des Glaces de Versailles

Les plénipotentiaires allemands, deux ministres anonymes qui représentent la République de Weimar, ont été tenus à l'écart des débats sur la préparation du traité.

Selon les termes de celui-ci, leur nation est en premier lieu amputée du huitième de son territoire et du dixième de sa population.

Elle est par ailleurs soumise à des limitations de souveraineté jugées humiliantes.

restitué à la France sans référendum mais conserve ses particularités de l'époque impériale. À la différence du reste de la République française, les trois départements demeurent ainsi soumis au Concordat de 1801 qui régit les rapports entre l'État et l'Église catholique.

- L'Allemagne perd aussi les villes d'Eupen et Malmédy au profit de la Belgique et surtout une grande partie de ses provinces de l'Est à l'exception de la Prusse orientale (Koenigsberg) au profit d'une Pologne ressuscitée.

- L'Allemagne est dépouillée de ses colonies africaines au profit de la France, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de l'Union sud-africaine ; elle cède aussi la province chinoise du Chan-tong au Japon (ce qui provoque les protestations de la Chine, qui quitte la conférence en mai 1919).

- Aux marges orientales de la nouvelle Allemagne, le traité ressuscite une Pologne hétérogène (avec une forte minorité germanophone) dont le seul accès à la mer passe par les territoires allemands. C'est le corridor de Dantzig qu'elle se montrera inapte à défendre.

- Les royaumes et les principautés qui composaient l'Empire allemand et pouvaient servir de contrepoids à l'autoritarisme prussien sont dissous. Il est vrai que leurs souverains avaient abdiqué avant même l'armistice du 11 novembre 1918. À la place de l'Allemagne impériale s'installe un État démocratique et républicain, ce dont se réjouissent les Français. Mais cette « **République de Weimar** », du nom de la ville où se réunit l'assemblée constituante, aura bien des difficultés à résister aux pressions de la rue.

- L'armée allemande est réduite à 100 000 soldats de métier et la marine de guerre à 16 000 hommes. Les forces armées sont interdites d'artillerie lourde, de cuirassés et d'avions. Il ne leur est pas permis de faire appel à des conscrits.

- Les Alliés prévoient d'occuper militairement pendant 15 ans la rive gauche du Rhin ainsi que trois têtes de pont sur le Rhin (Mayence, Cologne, Coblenze). Il est prévu également une zone démilitarisée de 50 km de large sur la rive droite du Rhin.

- Le gouvernement allemand doit reconnaître sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre (il est vrai que c'est lui qui a **déclaré la guerre à la France** le 3 août 1914 et non l'inverse). On lui demande qui plus est de livrer l'ex-empereur Guillaume II (alors en exil) pour le juger comme criminel de guerre ainsi que quelques autres hauts responsables.

- Enfin, en vertu de l'article 231 qui la juge responsable du déclenchement de la guerre, l'Allemagne est astreinte à d'importantes sanctions matérielles et financières en réparation des dommages monstrueux causés en Belgique et principalement en France. Le montant final de ces « réparations » (c'est le terme officiel) sera fixé après la signature du traité de Versailles, en 1921, à 269 milliards de mark-or. C'est plus qu'une année du revenu national de l'Allemagne. L'économiste britannique **John Maynard Keynes**, qui recommandait de ne pas aller au-delà de 70 à 80 milliards pour ne pas compromettre la reconstruction de l'économie allemande et les échanges internationaux, démissionne de sa fonction d'expert à la conférence.

« *L'Allemagne paiera !* » répondra plus tard Clemenceau à qui l'interpellera sur les difficultés de la reconstruction de la France. Dans les faits, la mauvaise volonté de l'Allemagne à payer les réparations et la **dévaluation délibérée du mark** en 1923 seront à l'origine de graves crises financières et politiques dans l'ensemble de l'Europe.

- Le traité de Versailles prévoit par ailleurs la création d'une Société des Nations pour le règlement des conflits à venir, selon les généreux principes du président américain.

Une opinion allemande indignée

Les plénipotentiaires allemands prennent connaissance du texte final du traité le 7 mai 1919 (sept semaines avant la séance de signature) sans qu'ils aient pu négocier quoi que ce soit. C'est une première dans les annales de la diplomatie européenne. Ils proposent des modifications le 29 mai 1919 mais elles sont toutes rejetées sauf l'une d'elles concernant la Silésie.

Le comte de Brockdorff-Rantzau, ministre allemand des Affaires étrangères, lit une longue protestation et démissionne le jour même, refusant de signer le traité. Sa protestation est inscrite dans le préambule du traité :

« Nous ne méconnaissons pas la grandeur de notre impuissance et l'étendue de notre défaite ; nous savons que la puissance des armes allemandes est brisée, nous connaissons la puissance de la haine que nous rencontrons ici. Nous avons entendu la demande pleine de passion que les vainqueurs nous feront payer comme vaincus et comme coupables. On nous demande de nous reconnaître seuls coupables de la guerre : une telle affirmation serait dans ma bouche un mensonge. Loin de moi la pensée de déclinier notre responsabilité dans la guerre mondiale ni dans la manière dont elle fut faite.

L'attitude de l'ancien Gouvernement allemand au Congrès de La Haye, ses actions, ses omissions dans les journées tragiques de juillet, ont contribué au malheur, mais nous contestons fermement que l'Allemagne, dont le peuple avait à se défendre, soit seule chargée de cette culpabilité. Personne de vous ne voudra prétendre que le malheur n'a commencé que quand l'Autriche-Hongrie fut victime d'une main assassine.

Dans les dernières cinquante années d'impérialisme, tous les États européens ont empoisonné la situation internationale. C'est la politique de la revanche, la politique de l'expansion et la négligence du droit des peuples qui ont contribué à la maladie de l'Europe, laquelle a eu sa crise dans la guerre. La mobilisation russe enleva aux hommes politiques le moyen d'éviter que la solution du conflit ne fût livrée aux militaires. L'opinion publique se plaint dans tous les pays ennemis des atrocités que

l'Allemagne a commises au cours de la guerre. Nous sommes prêts à avouer le tort que nous avons fait. Nous ne sommes pas venus ici pour amoindrir les responsabilités des hommes qui ont fait la guerre politiquement et économiquement, ni pour nier les crimes commis contre les droits des peuples. Nous répétons la déclaration faite au commencement de la guerre au Reichstag allemand : On a fait tort à la Belgique et nous voulons le réparer... »

L'assemblée réunie à Weimar se résigne à approuver le traité le 22 juin 1919, avant sa signature dans la galerie des Glaces de Versailles.



Signature du traité dans la Galerie des Glaces (tableau de William Orpen, 1921) : vue de dos, les plénipotentiaires allemands Hermann Müller et le docteur Bell signent sous le regard dominateur et sombre de Wilson, Clemenceau et Lloyd George.

En Allemagne, c'est l'indignation. L'opinion publique qualifie le traité de *Diktat*. Plus tard, les extrémistes auront beau jeu de se prévaloir de cette infraction aux règles diplomatiques pour en contester les dispositions.

La majorité des Français jugent pour leur part le traité encore trop indulgent à l'égard de l'Allemagne, au regard de ce qu'eux-mêmes ont dû encaisser cinquante ans plus tôt avec le **traité de Francfort** qui a conclu la guerre franco-prussienne. Ils en tiendront rigueur à Clemenceau si bien que celui-ci sera empêché d'être élu à la présidence de la République l'année suivante !

Quant aux Américains, soucieux de concorde, ils s'indignent à l'égal des Allemands de la trop grande sévérité du traité. Le 19 mars 1920, le Sénat s'offre même le luxe de ne pas ratifier le texte signé par le président américain. En le rejetant, il refuse par la même occasion l'entrée des États-Unis à la SDN, compromettant la mise en œuvre du traité et le succès de la nouvelle organisation ! Cette **défaillance américaine** sera lourde de conséquences dans les décennies suivantes.

Le français s'efface devant l'anglais

Au cours des discussions qui ont précédé le traité de Versailles du 28 juin 1919 mettant fin au conflit entre l'Allemagne et les Alliés, Georges Clemenceau s'est plu à étaler sa connaissance de la langue anglaise devant ses alliés, le Britannique Lloyd George et l'Américain Wilson.

Le président du Conseil français avait longtemps séjourné aux États-Unis et épousé une habitante de ce pays. Lorsque les Anglo-Saxons lui suggérèrent d'adopter l'anglais comme langue de travail aux côtés du français, il n'y fit pas opposition. Il ne s'opposa pas davantage à ce que le traité fût lui-même rédigé en français et en anglais, les deux versions faisant également autorité.

C'est ainsi qu'avec l'approbation de la France victorieuse, la **langue française** n'a plus été, pour la première fois depuis le traité de Rastatt de 1714, la langue officielle de la diplomatie occidentale.

Les traités secondaires

Dans les mois et les années qui suivent, plusieurs traités font suite à celui de Versailles. Ils définissent les conditions de paix avec les autres vaincus de la Grande Guerre : l'ancienne Autriche-Hongrie signera à Saint-Germain-en-Laye (Autriche) et au château de **Trianon**, dans le parc de Versailles (Hongrie), la Bulgarie à Neuilly, la Turquie à **Sèvres** puis à Lausanne.

- Sur les **débris de l'Autriche-Hongrie**, les traités de Saint-Germain-en-Laye et Trianon créent une Tchécoslovaquie à la merci de ses minorités et une Autriche réduite à presque rien et incapable d'une autre ambition que de fusionner un jour avec l'Allemagne.

- Les Italiens veulent annexer différents territoires autour de la mer Adriatique au nom de l'« *égoïsme sacré* » de la Nation. Mais le président Wilson s'y oppose au nom du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », car ces territoires sont en majorité peuplés de Slovènes et de Croates.

C'est ainsi que les Italiens se voient refuser par les autres Alliés le droit d'annexer le port de Fiume, l'Istrie (Slovénie actuelle) et la Dalmatie (Croatie actuelle). Leur déception sera exploitée par maints agitateurs, au premier rang desquels le futur dictateur **Benito Mussolini**.

L'Europe après la Première Guerre mondiale (1923)

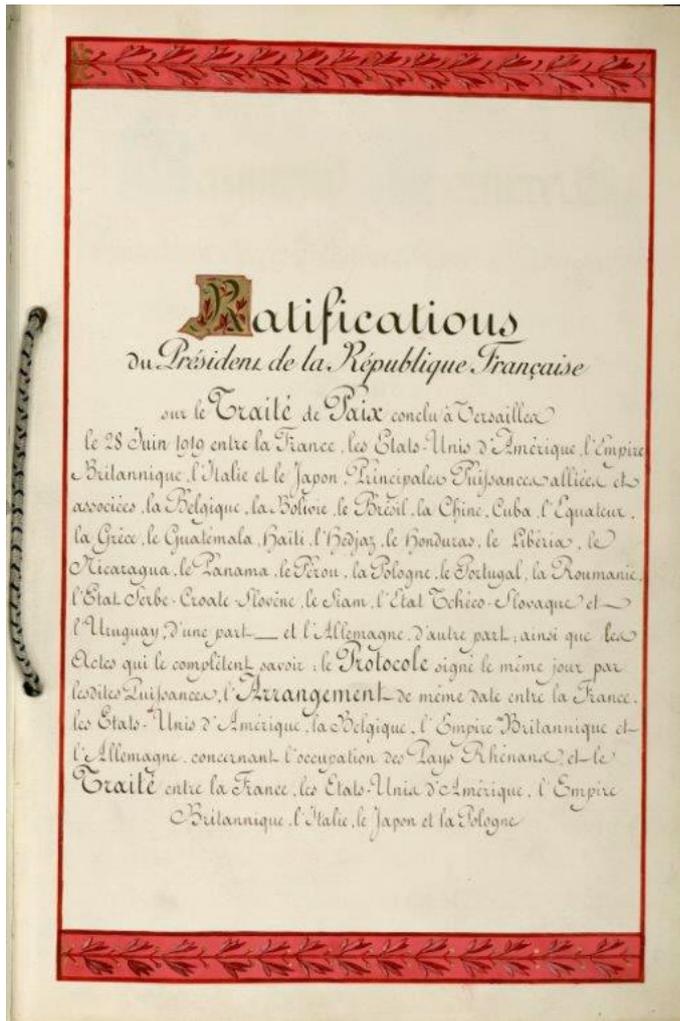
Cette carte montre l'Europe après les traités qui ont fait éclater les quatre empires de 1914. On note la multiplication de petits pays inaptes à se défendre et le couloir de Dantzig qui partage en deux le territoire allemand.



Bibliographie

Les opinions européennes ont cru avec l'armistice du 11 novembre 1918 que la guerre qui prenait fin serait « *la der des der* » (la dernière des guerres). Les illusions se dissipèrent dès la signature des traités.

Dans un essai intitulé *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes critique les réparations imposées au vaincu, trop lourdes selon lui pour être effectivement appliquées. L'économiste britannique, qui a trop écouté les banquiers allemands, surestime néanmoins les conséquences que cela pourrait avoir sur les équilibres géopolitiques.



Jacques Bainville lui donne la réplique dans un petit essai prophétique : *Les conséquences politiques de la paix* (1920). L'historien français démontre avec brio que les clauses politiques du traité de Versailles contiennent les germes d'un autre conflit. Suite au remodelage de l'Europe centrale, « *il reste l'Allemagne, seule concentrée, seule homogène, suffisamment organisée encore, et dont le poids, suspendu sur le vide de l'Europe orientale, risque de faire basculer un jour le continent tout entier* », écrit-il, rappelons-le, dès 1920. Il résume la paix de Versailles dans une formule cinglante : « *Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur et trop dure pour ce qu'elle a de doux* ».

Son analyse est reprise par l'historien René Grousset dans *Bilan de l'Histoire* (1946) : « *La seconde Guerre de Trente Ans était commencée. La plupart des contemporains ne s'en rendirent pas compte, parce que le Traité de Versailles leur parut achever la ruine de l'impérialisme allemand. Par quelle aberration fallut-il que nos alliés anglo-*

saxons, consacrant au contraire à Versailles l'oeuvre de Bismarck, maintinssent intacte l'unité allemande ou plutôt qu'ils prissent soin de la renforcer encore, car la suppression des autonomies provinciales ne pouvait avoir d'autre résultat ? Et devant cette Allemagne plus unifiée que ne l'avait jamais été celle du Chancelier de fer, ils servirent, morcelés à souhait, des États danubiens sans lien fédéral, auxquels s'attaquait déjà la propagande de l'Anschluss. La grande voix du maréchal Foch s'éleva vainement contre ces erreurs, génératrices de tant de prochains massacres ».

Plus près de nous, Margaret MacMillan, historienne canadienne, nous offre un point de vue plus distancié mais tout aussi passionnant sur les traités de paix avec : ***Les artisans de la Paix*** (2006).

1914-1918

Les séquelles de la Grande Guerre

La *Grande Guerre* a mérité son nom même si elle est hélas loin d'être le conflit le plus meurtrier qu'ait connu l'humanité. Elle fut surtout « *grande* » par son impact sur **des sociétés déjà anémiées**. Survenue à l'issue d'un enchaînement de circonstances à peine compréhensible, elle a ruiné l'Europe, qui réunissait au XIXe siècle tous les atouts de la prospérité, de la grandeur et de l'harmonie.

La paix trahie

Le traité de paix signé le 28 juin 1919 avec les plénipotentiaires allemands dans la Galerie des Glaces du château de Versailles prend acte de la fin des monarchies en Allemagne et de l'établissement d'un régime républicain décentralisé. Il impose à Berlin une réduction de son armée à 100 000 hommes seulement et des réparations financières colossales que le vaincu est bien incapable de fournir.

L'Alsace et la Lorraine du nord font retour à la France. La Pologne est reconstituée sur le dos de l'Allemagne et de la Russie communiste, de même que d'autres petits États : Finlande, Lituanie, Lettonie, Estonie. L'Autriche-Hongrie laisse place à une petite république autrichienne germanophone, à laquelle il est expressément interdit de s'unir à l'Allemagne, ainsi qu'à une Hongrie indépendante et à une Tchécoslovaquie enclavée en Allemagne.

La Serbie s'agrandit de provinces autrichiennes et devient bientôt la **Yougoslavie**... L'Italie, amère, reproche aux Alliés de ne pas avoir récompensé son entrée dans la guerre (au demeurant peu efficace) par des concessions territoriales aussi étendues que prévu.

L'empire ottoman, qui ne possédait plus en Europe que sa capitale, Istanbul, et son arrière-pays, perd ses possessions arabophones : Syrie, Irak, Liban, Transjordanie et Palestine. La Turquie proprement dite, peuplée majoritairement de Turcs, est sauvée de la disparition grâce à la poigne d'un général, Mustafa Kemal.

Au total, pas moins de quatre empires sont rayés de la carte : Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie et Turquie. Les petits États qui prennent leur place apparaissent aussi chétifs que vindicatifs. Aussi de nouveaux conflits sont-ils en germe dans les traités de paix ainsi que l'a fort bien montré l'historien Jacques Bainville, dès 1920, dans **Les conséquences politiques de la paix**.

Le prix de la guerre

Avec la Grande Guerre, pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, des peuples entiers ont été entraînés au combat par des généraux peu soucieux du sang versé.

Le conflit a connu les excès habituels à toutes les guerres : viols et assassinats de civils. Mais il s'est signalé aussi par la disparition du code de l'honneur habituel aux guerres européennes. C'est ainsi

que l'on n'a pas hésité à bombarder des ambulances et achever des blessés. Il n'a plus été question de trêves comme par le passé pour ramasser les blessés.

Dès le début du conflit, les autorités des deux camps ont caché l'étendue des pertes à l'opinion publique tout comme les insuffisances et les erreurs du haut commandement, en censurant les journaux et bien sûr les lettres des combattants (***Le Canard Enchaîné*** est né d'une protestation contre ce « *bourrage de crâne* »).

Les chiffres des pertes qui circulaient dans les commissions officielles étaient fantaisistes et même après la fin de la guerre, on eut beaucoup de mal à les cerner. Les historiens ont dû beaucoup fouiner avant de pouvoir évaluer le bilan humain de 51 mois de guerre totale pour l'Europe et en particulier la France :

La Grande Guerre aura mobilisé un total de 65 millions d'hommes, dont 8 millions de Français, et fait neuf à dix millions de morts au combat, dont environ :

- 1,8 million Allemands,
- 1,7 million Russes,
- 1,4 million Français (dont 100 000 « ***poilus des colonies*** »),
- 1,2 million Austro-Hongrois,
- 908 000 Britanniques (y compris 150 000 ressortissants du *Commonwealth*),
- 650 000 Italiens,
- 335 000 Roumains,
- 325 000 Turcs,
- 150 000 Serbes,
- 117 000 Américains,
- 88 000 Bulgares...

Aux morts des champs de bataille s'ajoutent plus de 20 millions de blessés et de mutilés. Les civils directement victimes de la guerre sont quant à eux en nombre beaucoup plus réduit ⁴.

⁴ **Quid des pertes civiles de la Grande Guerre ?**

Aux neuf à dix millions de soldats morts au combat ou des suites de leurs blessures en 1914-1918 s'ajoutent les victimes civiles. Il s'agit en premier lieu des Belges, Luxembourgeois et Français du Nord et de l'Est exécutés par les Allemands (quelques milliers).

Mais gardons-nous d'aller au-delà comme il est devenu de bon ton de le faire cent ans après le drame. N'ajoutons pas à celui-ci les victimes civiles de maladie ou de faim, ou encore les victimes des guerres civiles (Russie), ou de génocide (Asie mineure).

Il est évident qu'il y a un lien entre tous ces drames mais il est important de ne pas les confondre (impute-t-on à la crise économique de 2008 les victimes du surcroît de misère qu'elle a provoqué ?).

Si l'on intègre par exemple les Arméniens parmi les victimes de la Grande Guerre, cela revient à valider le point de vue officiel de la Turquie sur le génocide arménien, à savoir que celui-ci était un crime de guerre parmi d'autres ! Même chose avec la guerre civile russe : elle ne s'explique pas seulement par la Grande Guerre mais aussi par les spécificités du bolchevisme. Enfin, on peut aussi se demander où placer le curseur : devons-nous aussi intégrer les vingt millions de morts de la grippe espagnole (surtout en Asie) parmi les victimes de la Grande Guerre ? À s'engager dans cette voie, on finirait par faire apparaître comme secondaires les victimes des tranchées !



Défilé des mutilés le 14 juillet 1919 (Jean Galtier-Boissière)

La France a recensé le plus de morts par rapport aux mobilisés (168 pour mille) et par rapport à la population totale (34 morts pour mille habitants, contre 30 en Allemagne, 19 en Autriche-Hongrie...), avec un maximum de pertes dans les deux premières années :

- 1914 : 301 000 morts,
- 1915 : 349 000 morts,
- 1916 : 252 000 morts,
- 1917 : 164 000 morts,
- 1918 : 235 000 morts.

Bataille par bataille :

- Bataille des frontières et de la Marne (1914) : 250 000 morts,
- Offensives d'Artois et de Champagne (1915) : 232 000 morts,
- Bataille de Verdun (1916) : 221 000 morts,
- Bataille de la Somme (1916) : 104 000 morts,
- Offensives du Chemin des Dames et de Champagne (1917) : 78 000 morts,
- Offensives allemandes du printemps (1918) : 107 000 morts,
- Contre-offensives alliées et deuxième bataille de la Marne (1918) : 131 000 morts.

Contre les idées reçues

Les officiers recrutés parmi les jeunes les mieux éduqués ont eu plus de pertes que les hommes de troupe (18,5% de tués parmi les officiers ; 16% parmi les soldats) ; en effet, comme ils sortaient les premiers des tranchées, ils étaient les plus exposés au feu ennemi (41% des élèves de l'École normale supérieure ont été ainsi tués).

Les **troupes coloniales** étaient peu nombreuses en valeur absolue (un demi-million sur un total de 8 millions d'hommes mobilisés). Elles ont eu proportionnellement un peu moins de morts que l'ensemble de la troupe, soit environ 15% de leurs effectifs contre 16% des effectifs de soldats métropolitains (notons à ce propos que les Belges, à la différence des Français et des Britanniques, n'ont pas engagé dans la guerre les indigènes de leurs colonies).

Au début de la guerre, les autorités, croyant que celle-ci serait courte, ont mobilisé toutes les classes sociales sans distinction. Mais la guerre se prolongeant, il a fallu assurer le fonctionnement des transports et des usines, d'où une démobilisation partielle des cheminots, ouvriers et mineurs. Les paysans, qui n'eurent droit à aucune mesure de faveur, furent les principales victimes de la Grande Guerre.

Voici ci-après une exceptionnelle mise en scène du défilé de la Victoire, sur les Champs Élysées, le 14 juillet 1919, avec un mélange de pompe, d'émotion et de trivialité. Quoi de plus contrasté que les maréchaux à cheval sous l'Arc de triomphe et les mêmes maréchaux se congratulant telles de vieilles badernes en marge du défilé...

La grippe espagnole

Les réjouissances consécutives à l'arrêt des combats ont été, dans d'innombrables foyers, contrariées par une épidémie surprenante et très mortelle. Pendant deux ans, en 1918 et 1919, un virus mystérieux s'est répandu en Asie d'abord puis dans le reste du monde. Des poilus rescapés des tranchées ont été tout d'un coup frappés par une fièvre sans raison apparente et ont dû s'aliter pour ne plus se relever. Des familles entières ont été décimées...

L'épidémie a provoqué au total pas moins de... 21 à 30 millions de morts, soit deux fois plus que la Grande Guerre. Les trois quarts des victimes se situent en Asie. Elle a été appelée « *influenza* » par les Anglo-Saxons et « *grippe espagnole* » par les Français parce que ce sont les journaux espagnols, épargnés par la censure, qui l'ont révélée les premiers !

Le virus n'a été identifié qu'à la fin du XXe siècle comme étant une variante particulièrement agressive du virus de la grippe. Les scientifiques lui ont depuis lors découvert des analogies avec la grippe aviaire qui a frappé l'Extrême-Orient au début du XXIe siècle.

La grippe espagnole s'est soldée par une addition de drames individuels sans répercussions notables sur la vie politique et sociale. L'une des victimes les plus célèbres en fut le poète Guillaume Apollinaire, mort le 9 novembre 1918, à 38 ans. Deux ans plus tôt, dans les tranchées, il avait été gravement blessé à la tempe. L'écrivain **Edmond Rostand** est aussi mort de la grippe espagnole le 2 décembre 1918, à 50 ans.



Guillaume Apollinaire

Des séquelles durables

Les séquelles économiques, humaines et psychologiques de la Grande Guerre vont peser pendant de nombreuses décennies sur les pays belligérants.

La France du nord et de l'Est, où se sont déroulées les principales batailles, est ravagée et se remet difficilement de ses ruines. Beaucoup de villages, dans toutes les régions du pays, ne vont quant à eux jamais se remettre de la mort au combat de nombre de leurs garçons et de la condamnation au célibat de nombreuses jeunes filles (les « *veuves blanches* »).

Les populations civiles ont été relativement peu affectées dans leur chair par la guerre. Mais 4 millions de veuves de guerre et 8 millions d'orphelins ont aussi porté, pendant de longues décennies, le deuil des disparus.

Les civils comme les combattants ont été, aussi, brutalement frappés par un mal inattendu, la grippe espagnole, dont la propagation a été facilitée par les mouvements de population et l'affaiblissement physique des individus suite aux privations de toutes sortes.

Notons que si la guerre a fait progresser l'armement, avec l'apparition des chars blindés et de l'aviation de guerre, elle a aussi eu des effets plus positifs, notamment les progrès de la chirurgie réparatrice, mise au défi de soulager les « *gueules cassées* » (les mutilés de la face, au nombre de 15 000 en France).

L'incorporation des hommes valides a amené beaucoup de femmes à occuper les postes vacants dans les usines, favorisant de ce fait leur émancipation (dès l'époque de la guerre, on voit apparaître dans les quartiers bourgeois une nouvelle figure féminine : la « *garçonne* »).

14-18 : une « Grande » Guerre, vraiment ?

La guerre de 14-18 constitue un tournant majeur de l'Histoire universelle. Elle a brisé net la suprématie européenne et entraîné le *Vieux Continent* dans une dépression durable et profonde dont il est momentanément sorti à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, une génération plus tard. Si le conflit mérite, hélas, le qualificatif de « Grande » Guerre, c'est bien plus à cause de ces conséquences géopolitiques et morales que des pertes humaines et matérielles... [Lire la suite](#)

Paris, 11 novembre 2018
